



## **Conseil de Métropole**

### **Montpellier Méditerranée Métropole**

- - - - -

**Séance publique du  
31/03/2015**

- - - - -

## **PROCES-VERBAL**



## SEANCE ORDINAIRE DU 31 MARS 2015

\*\*\*\*\*

### Procès-verbal

L'an deux mille quinze et le trente et un mars à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

#### Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUCI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF.

#### Pouvoir(s):

Mme M. FOURCADE à M. J.-M. ALAUZET, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme S. KERANGUEVEN à Mme K. PHOUTTHASANG.

#### Absent(es):

M. P. DUDIEUZERE

#### **Monsieur le Président**

Avant de débiter cette séance officielle du Conseil de Métropole du 31 mars 2015, je voudrais appeler à mes côtés Monsieur Raymond Rouby qui nous a fait une proposition que nous avons acceptée. C'est un artiste local et j'ai pensé que cela vous plairait.

Vous allez nous expliquer, Monsieur Rouby, quelle est votre intention et quelle est la technique que vous avez utilisée pour construire cette œuvre d'art ?

## **Monsieur ROUBY**

Merci, Monsieur le Président, merci beaucoup de votre accueil, merci beaucoup de votre confiance.

Je suis d'abord très ému, je peux le dire, parce que je ne croyais pas intervenir comme ça en ouverture. La Marseillaise juste avant, je suis presque international. J'ai réalisé ce vitrail, puisque c'est d'un vitrail dont il s'agit, qui représente le logo de la Métropole de Montpellier Méditerranée Métropole. Lorsque je l'ai vu, j'ai vu tout de suite le vitrail, donc ce n'était pas compliqué, j'avais le modèle. Je me suis permis de le faire sans savoir qui l'avait créé. J'ai fait le vitrail et j'ai dit « je le fais pour Philippe Saurel » pour sa démarche depuis qu'il s'est engagé, le 26 août 2013, au Dôme, où nous étions 35 dans la salle et j'étais parmi ceux-là. N'étant pas de la famille revendiquée à l'époque, j'étais tout de même là pour une requête tout à faire personnelle. En effet, je dirige la résidence le Clos du Puech, je suis loueur meublé professionnel tout en étant à la retraite et il se trouve qu'il y avait, en face de chez nous, le célèbre camp de Roms du parc Euromédecine, qui est maintenant remplacé par une construction.

J'ai donc réalisé ce vitrail pour l'offrir à Monsieur Philippe Saurel et pour le remercier de sa démarche, de son initiative que j'aime beaucoup. Et j'espère que nous sommes beaucoup dans cette assemblée à penser comme moi. Monsieur le Maire, je vous remercie.

## **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur Rouby, pour cette très aimable et affectueuse attention. J'y suis et nous y sommes très sensibles. Je voudrais maintenant, en ouverture de séance, appeler Madame Bodkin, afin qu'elle assure le secrétariat de séance, si vous en êtes d'accord, pour l'appel. Je vais demander à Madame Dardé, première Vice-Présidente, de bien vouloir se positionner à la tribune, ainsi que Monsieur Lévida.

Madame Bodkin procède à l'appel.

## **Madame BODKIN**

L'appel est clos, Monsieur le Président.

## **Monsieur le Président**

Merci, Madame Bodkin. Vous avez sur votre bureau un certain nombre de documents, qui ont été distribués aux élus, qui concernent le réseau des médiathèques, le document qui indique le programme du 35<sup>e</sup> festival de Montpellier danse et le MMMag de ce mois-ci.

Avant de débiter l'ordre du jour, je voudrais vous donner un certain nombre d'informations.

La première information, qui n'en est pas une, mais qui est un constat après la journée de dimanche. De nombreux collègues de cette assemblée ont été candidats aux élections départementales, certains ont perdu d'autres ont gagné. Je voudrais dire à ceux de nos collègues qui n'ont pas réussi leur pari et leur combat que j'ai pour eux une affectueuse pensée. Parce que seuls les combats que l'on ne mène pas, et bien ceux-là, on est toujours sûr de les perdre. Donc, aller au combat, c'est toujours gratifiant, c'est en tout cas une preuve de courage et je m'incline devant cette forme de courage politique. Je voudrais ensuite féliciter tous ceux de notre assemblée qui ont gagné les élections et en particulier Yvon Pellet, maire de Saint-Geniès-des-Mourgues, sur le canton du Crès. Cyril Meunier sur le canton de Lattes. Abdi El Kandoussi qui a succédé à André Vézinhét sur le canton de la Paillade, associé à Chantal Lévy-Rameau, toujours sur le canton de la Paillade. Michèle Dray, sur le troisième canton, avec Sauveur Tortorici. Sur le quatrième canton, Patricia Miralles. Sur le cinquième canton de Montpellier, la plus jeune conseillère générale de France, Maud Bodkin, associée à Jérémie Malek. Sur le sixième canton de Montpellier, Renaud Calvat, maire de Jacou. Nous avons donc dans notre assemblée 10 conseillers départementaux.

Deuxième information. J'ai réuni à Castries – et je remercie pour cela le maire de Castries, Gilbert Pastor – dans le magnifique château de Castries, le lancement du pôle métropolitain qui a réuni 52 communautés de communes, et qui s'étage sur six départements : l'Hérault, le Gard, la Lozère, les Pyrénées-Orientales, l'Aveyron, l'Aude. Je n'ai pas pu inviter tous les conseillers métropolitains parce que nous aurions été très nombreux et j'avais demandé à ce que seules trois personnes, une Vice-Présidente ou un Vice-Président de la Métropole et un DG ou un directeur de cabinet soient présents, ce qui a permis de pouvoir être assez à l'aise dans les murs du château, même si la salle des Etats du Languedoc est magnifique et assez grande, il n'empêche que nous aurions été beaucoup trop nombreux. Nous avons donc pu contenir le flux, vous avez pu voir tout cela dans la presse. Ce pôle métropolitain a un intérêt, c'est de renforcer la cohésion de nos territoires et de renforcer l'action de la Métropole de Montpellier.

Enfin, je voudrais dire à Madame Touzard, maire de Murviel-lès-Montpellier, que j'ai reçu un courrier d'Orange qui a accepté de positionner un relais téléphonique mobile sur la commune de Murviel afin que l'on puisse vous téléphoner. Donc, merci à Madame Touzard et merci à Orange.

## **AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR**

### **Monsieur le Président**

Je passe maintenant à l'ordre du jour. L'ordre du jour comporte 69 affaires. Je vous propose d'accepter quelques modifications à l'ordre du jour.

D'abord sur l'affaire 7 où nous avons une modification sur les affectations de subventions.

Et je vous propose de retirer l'affaire 20 qui concerne la charte du PLU, parce que toutes les communes n'ont pas délibéré. La commune de Fabrègues délibérera dans une semaine et la commune de Pignan qui est en réélection délibérera une fois que le Conseil municipal et le maire auront été élus. Nous reportons donc l'affaire 20 à une séance ultérieure.

Donc, nous ne sommes plus à 69 affaires, nous en sommes à 68. Si tout le monde est d'accord, je mets aux voix le nombre d'affaires. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous en remercie.

## **AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU JEUDI 5 MARS 2015**

### **Monsieur le Président**

Vous avez reçu, dans l'affaire 2, le procès-verbal de la séance publique du 5 mars. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? S'il n'y a pas de demande d'intervention, je mets aux voix le procès-verbal. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Il est adopté à l'unanimité moins deux abstentions.

## **AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

### **Monsieur le Président**

Il s'agit de l'application classique du Code général des collectivités territoriales et de la synthèse des décisions prises par le Président. Vous avez pris connaissance de ce document, avez-vous des observations à formuler ? Si pas d'intervention, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adopté.

## **AFFAIRE N°4 : HORS COMMISSION – VŒU DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – EN ROUTE VERS COP21**

### **Monsieur le Président**

Je vous propose, dans l'affaire 4, un vœu de la Métropole qui s'intitule « En route vers le COP21 ».

Chaque année, les Etats ayant ratifié la convention de Rio sur le climat organisent une conférence des parties au COP. Cette année, la 21<sup>e</sup> édition se déroulera à Paris, en décembre 2015. Le COP21 Paris 2015 doit poser le cadre de la transition vers des sociétés économes résilientes et sobres en carbone. L'accord recherché doit être suffisamment ambitieux pour contenir le réchauffement global à + 2 °C, mais avec une volonté de reconnaître l'opportunité de changement de paradigme. Face à cette réalité climatique, ne faisant aujourd'hui plus l'objet de débats scientifiques, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée, au travers de son plan climat 2013-2018, dans la baisse de la production des émissions de gaz à effet de serre et à la transition énergétique. Véritable projet de territoire recouvrant huit orientations stratégiques, le plan climat de la collectivité fait partie des 200 lauréats de l'appel à initiative gouvernementale territoire et énergie positive pour la croissance verte, annoncé le lundi 9 février 2015 par Madame Ségolène Royal, ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie.

Dans le cadre de la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles, Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, outre les compétences transférées à l'urbanisme, voirie, habitat et politique de la ville, développement, aménagement économique, etc., de nouvelles compétences dans le domaine de l'énergie. La contribution à la transition énergétique, le soutien aux actions de maîtrise de la demande en énergie, les concessions de la distribution d'électricité et de gaz, des réseaux de chaleur et de froid. De plus, le projet de loi sur la transition énergétique ratifié par le Sénat, en séance du 3 mars dernier, porte une nouvelle ambition pour la croissance verte et développe des réponses concrètes à plusieurs enjeux tels que la rénovation thermique des logements, la production d'énergie renouvelable dont Montpellier Méditerranée Métropole saura se saisir.

Conciliant attractivité démographique et rayonnement culturel avec un développement durable et des liens sociaux et de solidarité, le projet de Montpellier Méditerranée Métropole se décline autour de six piliers : la santé, le numérique, le tourisme, les mobilités, l'agro-écologie, l'alimentation, la culture, le patrimoine et l'égalité des chances. Leur intégration au sein des politiques publiques a pour ambition d'asseoir l'identité de la Métropole, de dynamiser son économie et de structurer ses fonctions territoriales.

A travers ces six piliers, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'associer pleinement et activement à cette ambition COP21 Paris 2015. Un programme concret d'actions sera décliné dans les prochaines semaines. Plusieurs politiques publiques peuvent dès à présent être identifiées comme marqueur de cet élan.

L'agro-écologie et l'alimentation dont les bénéfices attendus, au-delà de la viabilisation des exploitations et de la pérennisation des emplois créés, porteront sur la santé et une gestion durable des ressources et des risques. La mise en œuvre d'une politique de l'eau cohérente, au travers de la régie publique, l'aménagement durable de notre territoire à l'exemple des projets de l'Eco-cité. Le schéma directeur des mobilités en inscrivant l'offre de déplacement dans une démarche d'amélioration continue. Le contrat de ville qui doit être l'occasion, au travers de la rénovation des logements, de lutter contre la précarité énergétique des plus démunis. La sensibilisation de la population sur le territoire métropolitain à la préservation des ressources naturelles au travers des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole.

Certaines de ces actions sont d'ores et déjà à l'œuvre. La rénovation thermique des logements au travers de la réponse à deux appels à candidatures, l'un portant sur la volonté de la collectivité de faciliter le parcours du citoyen depuis le projet de rénovation jusqu'à la réalisation et à la livraison des travaux, l'autre portant sur une démarche exploratoire sur les modalités de soutien à la rénovation thermique des copropriétés, la mise en place d'une tarification attractive facilitant l'accès aux transports publics au plus grand nombre, l'expérimentation du concept de cité intelligente sur le territoire de l'Eco-cité. Autant de projets qui identifient notre Métropole dans le grand projet national COP21.

Le débat est ouvert. Monsieur Ségura, Madame Gianiel, Madame Touzard, Madame Jannin, Monsieur Revol, Madame Marion. La parole est à Monsieur Ségura.

### **Monsieur SEGURA**

Monsieur le Président, mesdames et messieurs les élus. Je vais vous parler de la rénovation thermique sur les logements du parc privé et ce qu'a fait la Métropole. La Métropole a relancé, en décembre 2013, le programme d'intérêt général, le PIG, « rénover pour un habitat durable et solidaire ». Ce programme est destiné à rénover l'habitat dégradé, à favoriser le maintien à domicile des personnes âgées ou à mobilité réduite. Il vise également et en priorité la rénovation thermique du parc de logements privés. Cette ambition, marquée sur ce thème, nous a permis d'obtenir la labellisation « habiter mieux » du ministère du Logement. Ainsi, les usagers sont accompagnés gratuitement dans leurs démarches de rénovations par un prestataire du diagnostic performance énergétique, en passant par la définition des travaux jusqu'au dépôt du dossier de demande de paiement des subventions. L'objectif est de rénover 900 logements d'ici fin 2018, dont 550 sur la seule problématique énergétique avec un gain thermique minimum de 25 %. La totalité des communes de la Métropole est concernée. En complément des opérations de type OPH déjà en cours sur la ville-centre, les subventions versées par la Métropole, par délégation de l'ANAH et sur fonds propres, permettent aux usagers de réaliser des travaux qu'ils n'auraient pas réalisés sans subvention.

Le premier bilan de l'année 2014 est plus qu'encourageant. La rénovation de 313 logements a été engagée, dont 217 au titre de la lutte contre la précarité énergétique. 5,4 millions d'euros TTC de travaux auront été générés sur le territoire métropolitain dans le cadre de ce dispositif.

Il faut noter que l'effet levier est ici important. En effet, lorsque la Métropole dépense 1 euro en fonds propre, ce sont plus de 4,70 euros qui sont injectés dans l'économie locale sur des emplois non délocalisables. Mieux encore, bien que l'exigence de gain énergétique soit de 25 %, nous constatons un gain énergétique moyen par logement de 38 %. Le gain énergétique annuel total dépasse les 23 000 kilowatts/heure. Il nous faut, dans les prochains mois, développer et amplifier l'information auprès des usagers avec l'appui et le soutien des communes afin d'atteindre les objectifs restant à réaliser, soit 334 logements bénéficiant d'une rénovation thermique.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur le Maire de Villeneuve-lès-Maguelone. Je donne la parole à Madame Gianiel.

### **Madame GIANIEL**

Monsieur le Président, chers collègues. Le vœu que vous nous proposez d'adopter ce soir me ravit. Si c'est le vœu de la Métropole, c'est d'abord le vœu des citoyens. La 21<sup>e</sup> conférence sur le climat est la dernière opportunité du siècle pour sceller un accord qui permette véritablement de limiter à plus de 2° degrés le réchauffement climatique à la fin du siècle, 195 pays y participent. Toute l'année 2015 est préparatoire à cet accord et par ailleurs, et pour la première fois, les initiatives locales, qu'elles émanent des collectivités ou de la société civile, en vue de la réduction des gaz à effet de serre seront valorisées, partagées et mises en avant de façon à renforcer l'idée que cet accord est possible et que surtout les populations le plébiscitent.

En matière de politiques publiques qui vont dans le bon sens, c'est-à-dire dans le sens d'un développement soutenable vis-à-vis du climat, nous avons beaucoup à dire et à partager, notamment en matière de transport, mais également beaucoup à faire.

Quelques petits rappels sur des éléments dont nous avons déjà discuté, à ce même Conseil, au mois de juin dernier. Vous le savez, la part des transports dans les consommations énergétiques de notre territoire représente 50 %. 50 % des consommations énergétiques sont liées aux transports sur la Métropole et 40 % des émissions de gaz à effet de serre sont directement liés aux véhicules légers et aux camions. Ceci nécessite des politiques de transports en commun absolument performantes.

Néanmoins, les premiers résultats sont là. L'enquête « ménage déplacement » menée par le département sur la période 2003-2013, et largement financée par la Métropole, a montré que la part modale de la voiture est passée de 61 à 56 %, soit une baisse de 8 % sur 10 ans. C'est un effet du tramway et notamment de la mise en œuvre de la Ligne 2. Et de manière plus récente, je tiens à le souligner ce soir, la mise en place des nouveaux tarifs en septembre dernier, nous permet aujourd'hui de constater une augmentation de la fréquentation de plus 10 % sur les transports en commun de la Métropole. C'est donc toujours plus de report modal depuis la voiture vers les transports en commun.

Néanmoins, nous partageons un certain nombre d'infrastructures sur notre territoire. Je tenais à parler de l'autoroute A9. Pendant que la Métropole renforçait son offre transports en commun et permettait un report modal important entre la voiture et les transports en commun, pendant la même période, sur l'autoroute A9, la fréquentation a également augmenté de 10 %. Plus 10 % sur les flux nord/sud entre le nord et le sud de l'Europe et plus 15 % sur les flux locaux, avec des conditions qui se dégradent bien entendu l'été.

En conclusion, je ne vais certainement pas dire qu'il faut limiter l'attractivité de l'autoroute A9, néanmoins, il faut réfléchir différemment, réfléchir de manière globale, avec les intercommunalités voisines et proposer de véritables alternatives durables quant aux déplacements. Les solutions existent, nous travaillons à certaines, vous-mêmes Monsieur le Président, pour diminuer par exemple le trafic camion sur l'A9, la nouvelle ligne TGV qui est en construction et qui va permettre d'absorber une grande partie du fret est une véritable solution. Pour diminuer le trafic auto, il faut créer toujours plus d'attractivité avec les autres collectivités, notamment sur notre réseau de transport en commun en multipliant les pôles d'échanges multimodaux dont l'exemple de Baillargues nous montre qu'aujourd'hui, ça marche. Et puis parce que, nous l'avons vu, une tarification attractive amène toujours plus nos concitoyens à utiliser les transports en commun, il s'agit aussi, avec les autres collectivités maîtres d'ouvrage, de proposer une tarification à la fois attractive et simplifiée. Le titre unique de transport, notamment entre le réseau de la Métropole et le réseau de la Région, est une demande de nos concitoyens. Et puis, je l'ose ce soir, j'évoque la question et en tout cas j'ouvre le débat sur la possibilité, dans les prochains mois ou les prochaines années, d'étudier une offre tarifaire qui serait fonction, comme pour d'autres grandes collectivités, du niveau de pollution atmosphérique constaté sur notre territoire. Je vous remercie.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Isabelle Gianiel, première adjointe de Pérols chargée de l'urbanisme. Je donne la parole à Madame le Maire de Murviel-lès-Montpellier, Isabelle Touzard.

### **Madame TOUZARD**

Monsieur le Président, chers collègues. Je ne vais pas revenir sur les enjeux que vient d'évoquer Isabelle. Simplement, en ajouter un peu en disant qu'il faut le savoir, la Méditerranée, le bassin méditerranéen et donc le territoire montpelliérain de la Métropole sont parmi ceux qui seront les plus durement touchés par les bouleversements climatiques. On se dirige vers des périodes de sécheresse estivale de plus en plus marquées. On se dirige vers une recrudescence, un accroissement des événements climatiques, des inondations. Là, je parle d'un horizon qui nous projette à 2050. Face à ces enjeux-là, il y a des enjeux d'investissements très lourds, mais à côté de ces investissements-là, un rôle que peut jouer l'agriculture. J'en viens donc à ma délégation, l'agro-écologie.

L'agriculture, on l'a dit, est un moyen de se prémunir notamment des risques incendies, également des risques inondation. Il faut savoir que les jours rouges à risque d'incendie vont passer d'ici 20 ans de 20 jours par an à 100 jours par an. Il faut donc nous prémunir de ces risques-là, l'agriculture peut jouer un rôle très important, vous le savez. L'agriculture, il faut s'y intéresser dans le cadre de cette COP, pourquoi ? Parce que bien entendu, elle est également source et émettrice de gaz à effet de serre. 20 % des gaz à effet de serre proviennent de l'agriculture en moyenne à l'échelle mondiale. Il nous faut soutenir, à l'échelle des collectivités, des formes d'agriculture qui limitent la production de ces gaz à effet de serre. Il faut savoir que les engrais, azotés notamment, concourent fortement à ces gaz à effet de serre. Il faut savoir qu'un protoxyde d'azote est 300 fois plus nocif que le CO2 par exemple.

Un autre enjeu, c'est que cette agriculture qui à la fois émet des gaz à effet de serre nous permet également de lutter en quelque sorte contre le réchauffement climatique. C'est la double face de l'agriculture. Elle a un rôle de mitigation. Certaines formes d'agricultures captent le CO2.

Et enfin, je pense qu'il est important de regarder l'agriculture aussi parce qu'elle-même, face au réchauffement climatique, elle est en danger, elle doit s'adapter. Aujourd'hui, l'agriculture doit faire face de plus en plus à des stress hydriques, à des manques d'eau. Et il nous faut, si l'on veut maintenir ce tissu économique vivant dans le territoire, l'appuyer.

Je pense donc qu'il s'agit d'enjeux très forts que les collectivités peuvent relever et pas uniquement les Etats et pas uniquement la politique agricole commune. Il y a différents leviers, je ne vais pas revenir dessus. Nous sommes en train d'élaborer cette politique agricole et alimentaire avec les élus. Nous allons revenir vers vous très prochainement, Monsieur le Président, pour vous faire des propositions suite à ces réflexions. Elles touchent à la fois la question de la production agricole, donc au travers du maintien des terres fertiles, mais surtout de la réflexion sur quel type d'agriculture nous allons accompagner sur ces terres fertiles que nous allons reconquérir ? Notre action va porter aussi sur la filière agroalimentaire et notamment les questions de redistribution avec le marché-gare, avec le MIN. Mais notre action doit aussi porter au niveau des consommateurs, au travers de la restauration collective en travaillant avec les villes, mais aussi au travers de l'éducation des citoyens. Je pense à des outils comme l'écolothèque ou le zoo.

Donc, nous avons les outils, il suffit de les actionner en partenariat bien entendu avec les communes.

Je pense qu'il nous faut aussi, nous territoires, saisir la recherche. Il faut que la recherche nous appuie, nous aide dans ces grandes orientations que nous devons prendre dans les 50 ans qui viennent, notamment sur la question de l'eau. J'en ai déjà discuté avec René Revol, on risque de se retrouver face à une situation où les deux premiers besoins fondamentaux de l'être humain que sont l'eau et l'alimentation risquent de se retrouver en concurrence. L'agriculture va avoir besoin d'eau et donc, il faut que cette eau que l'on veut préserver soit aussi accessible à l'agriculture. Nous avons donc de grands enjeux de réflexion qui entraînent des questions d'investissement sur le long terme. Il nous faut saisir la recherche comme nous le faisons déjà et l'innovation, au travers du BIC par exemple, pour appuyer ces jeunes entreprises qui mettent au point des innovations autour de la *smart agriculture*. De la même façon que nous avons une *smart city*, nous avons aussi une *smart agriculture*, une agriculture intelligente qui saura s'adapter à ces changements climatiques. Je ne vais pas en dire plus, mais les enjeux sont très importants et l'agriculture, dans ces grands défis-là, joue une part que nous saurons relever.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame Touzard. Je donne la parole à Madame Stéphanie Jannin.

### **Madame JANNIN**

Monsieur le Président, mes chers collègues. La réflexion sur l'aménagement du territoire doit être le fruit d'un équilibre précis entre le rural et l'urbain, entre les espaces bâtis et les espaces naturels ou encore entre des lieux naturels ou patrimoniaux à sacraliser et des lieux susceptibles d'évoluer demain ou après-demain. Les enjeux climatiques sont colossaux et aujourd'hui incontournables. La conférence des parties ou COP21, qui se déroulera à Paris, permettra de sensibiliser encore les gouvernements, les collectivités, mais aussi le grand public à cet état de fait. Nous changeons de modèle, de paradigme et nous devons localement poser la question de ce que cela veut dire pour notre territoire qui n'est pas le même que celui du voisin.

L'approche transversale de notre Métropole, au travers des six piliers, est particulièrement intéressante, car pragmatique et collant à la réalité de notre Métropole. Nous atteindrons d'autant plus nos objectifs environnementaux qu'ils seront considérés au regard de nos objectifs de développement, notamment en ce qui concerne l'emploi, la qualité de vie, le patrimoine, l'accès au logement et d'autres thèmes tout aussi importants. Dans les domaines de l'urbanisme et de l'aménagement, l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole reflète cette approche pragmatique du développement durable, notamment au travers de son SCOT qui lui permet de relever le défi de la ville compacte et sobre en énergie. En effet, la consommation énergétique d'une ville et les émissions de gaz à effet de serre et des polluants qui en résultent sont fortement dépendantes des formes urbaines et accentuées avec l'étalement urbain. L'aménagement, la forme urbaine, la densification conditionnent les modes d'habitat et de déplacement qui correspondent localement et respectivement au premier et deuxième poste de consommation d'énergie et comptabilisent à eux deux plus de 75 % des émissions de gaz à effet de serre sur le territoire. Ces enjeux sont inscrits au plan climat de la collectivité au travers de son plan d'action.

La mise en œuvre de l'Eco-cité s'inscrit dans cette volonté d'aménager durablement la ville de demain. Une ville dense, non énergivore, desservie par les transports en commun, améliorant la qualité du cadre de vie.

Le projet Eco-cité, associant Montpellier Méditerranée Métropole aux communes de Montpellier, Lattes, Pérols et Castelnau-le-Lez, est l'un des treize lauréats 2009. Dans la perspective d'une ville autorégulée intégrant les innovations technologiques et d'usage des services urbains du XXI<sup>e</sup> siècle, Montpellier Métropole et les communes expérimentent des solutions durables. Aussi bien dans le domaine de la gestion de l'eau et de la culture du risque que dans celui de l'énergie ou dans celui des déplacements à l'image des projets ODE à la mer ou extension Eureka. ODE à la mer par exemple constitue une véritable reconquête urbaine et commerciale d'un territoire reliant historiquement Montpellier aux plages du littoral par l'axe de la route de la mer. Ce sont 250 hectares repensés par Montpellier Méditerranée Métropole pour réinventer la ville dans une logique de mixité des fonctions urbaines condensées, organisées et équilibrées autour de la Ligne 3 du tramway et ceci à partir de la modernisation de l'armature commerciale existante ou de la réparation des espaces naturels. Puisque, rappelons-le, une zone qui est aujourd'hui construite en zone inondable sera rendue en terrain naturel. Je peux également citer, sur le plan de la requalification, l'opération exemplaire labellisée HQE aménagement de requalification du parc d'activité économique du Salaison qui peut aussi être cité en exemple.

Cette opération, démarche de développement durable, réalisée en concertation avec la commune de Vendargues, est le fruit d'un travail collectif multi acteurs et est la seule opération de requalification d'un parc d'activité à bénéficier de cette certification. C'est pour moi, surtout un bel exemple de développement durable du territoire qui allie avec pragmatisme l'approche environnementale, mais aussi le développement économique et l'emploi. Je vous remercie.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame Jannin. Je donne la parole à René Revol.

### **Monsieur REVOL**

Monsieur le Président, chers collègues. Effectivement, beaucoup de choses ont été dites par mes prédécesseurs, je ne vais donc pas détailler les points. Je voudrais faire deux remarques.

D'abord, une remarque générale. Il est clair que ce vœu est tout à fait essentiel, mais cette année 2015 qui va être consacrée à la préparation de la conférence de Paris en décembre prochain, qui me paraît beaucoup plus importante que les élections régionales. J'insiste là-dessus parce qu'il y a un enjeu considérable pour cette conférence. Est-ce que nous allons être sur le même modèle des conférences précédentes ? C'est-à-dire sur des engagements âprement négociés qui aboutissent à des compromis, certes qui vont avancer les choses, mais pas suffisamment. Ou comme certains des participants à cette conférence commencent à la proposer aujourd'hui, est-ce que nous irons vers un système d'engagement beaucoup plus contraignant, beaucoup plus suivi, année après année, qui permette de mettre en place ce que nous devons mettre en place ? C'est-à-dire une véritable planification écologique. Naturellement, il vaut mieux dans ces cas-là commencer par soi-même et par le faire au niveau de la collectivité dont nous avons la responsabilité. C'est pour ça que nous avons pu voir, à travers les interventions sur le logement, sur l'agriculture, sur le transport, sur l'ensemble de la stratégie urbaine, que finalement nous avons les moyens de croiser nos actions pour aller dans le sens fondamental qui est d'économiser l'énergie.

Concernant la délégation qui est la mienne, nous aurons l'occasion, le mois prochain, de mettre en place le 28 avril, de manière définitive, en votant les statuts de la régie publique de l'eau de Montpellier, de voir que dans les objectifs que se fixe cette régie publique, ce sera notamment d'économiser au maximum cette ressource qui devient fondamentale par rapport à l'enjeu.

Je ne reviens pas sur ce qu'a dit Madame Touzard avant qui développait ce point, je passe donc rapidement. Mais il faut voir également à quel point la consommation énergétique est peu visible, elle est peu connue, mais elle est très importante, elle concerne finalement tout le traitement des eaux usées. Le système d'épuration, que ce soit Maera ou autre, a une consommation énergétique extrêmement importante. Et donc, l'un des objectifs que nous nous étions fixés lorsque nous avons fait le renouvellement des délégations de service public, et à l'époque, nous avons longuement débattu sur ce sujet, nous avons laissé ce point de côté. Mais dans les objectifs que nous avons fixés dans le cahier des charges de cette consultation, il y avait notamment une exigence en termes de réduction de la dépense énergétique. Elle peut être obtenue à la fois par une meilleure organisation dans la production, mais également par un développement de l'innovation dans ce domaine. Et de ce point de vue, ça a été l'un des critères essentiels de notre choix. Nous allons donc le voir dans le suivi de ce dossier, année après année, c'est un point sur lequel nous ferons un bilan régulièrement pour savoir si ces économies d'énergie se développent parce qu'elles sont absolument considérables. Et là, je pense que c'est bien d'inciter les agents privés à faire des économies d'énergie, mais il faut commencer sur nos propres bâtiments, sur notre propre patrimoine à voir comment nous pouvons nous-mêmes le planifier et ainsi donner l'exemple pour une action plus globale.



## **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Revol. Je passe la parole à Madame Chantal Marion, la dernière intervenante.

## **Madame MARION**

Merci, Monsieur le Président. Effectivement, il faut soutenir ce vœu, c'est capital. Montpellier Méditerranée Métropole doit soutenir Paris climat 2015. Je vais vous donner de bonnes raisons. Effectivement, s'investir pour le développement durable, pour l'environnement et contre le réchauffement climatique, c'est aussi agir pour le développement économique et la création d'emploi sur notre territoire. Et pour cela, je vais vous donner quatre raisons.

Tout d'abord, la première raison, et je vais rassurer comme cela Madame Touzard, c'est une innovation Green Tech. Depuis 28 ans effectivement, au sein du BIC et notamment au sein de sa pépinière Green Tech Cap alpha, il y a à l'heure actuelle des entreprises innovantes, elles sont 18, qui s'occupent justement des technologies de l'environnement et elles sont accompagnées par le BIC évidemment. Il y a également des soutiens aux technologies via la SATT, donc recherche et développement, pas de problème, 500 000 euros tous les trois ans. Il y a également un soutien au pôle mondial de l'eau, c'est capital. Nous avons des grandes équipes de recherche ici sur Montpellier, que la Métropole soutient pour 40 000 euros par an. Des exemples, je vais en citer quelques-uns : surveillance biologique des eaux, réutilisation des eaux usées, etc.

La deuxième bonne raison, c'est l'Eco-construction et là, je vais rebondir sur les propos de Stéphanie Jannin. D'abord, qu'est-ce que c'est l'Eco-construction ? La notion d'Eco-construction est quelque chose de capital. Ça consiste à créer un bâtiment doté de technologies lui permettant de respecter au mieux l'environnement dans lequel on va l'implanter, et ceci en utilisant les ressources naturelles et locales. C'est l'une des réponses les plus favorables et les plus efficaces pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et ça, c'est capital. Donc, la Métropole soutient, par exemple le pôle DERBI à hauteur de 30 000 euros par an. Elle soutient également l'organisation du salon international EnerGaïa et la programmation de villages d'entreprises artisanales et de services du type éco-construction, VEAS à Montpellier, dont je vous parlerai plus tard.

La troisième bonne raison, c'est la mutation vers la cité intelligente. Je vous ai souvent parlé de la cité intelligente. Je ne vais pas vous en reparler, mais je crois que c'est capital. L'enjeu principal, c'est d'imaginer de nouveaux services urbains et stimuler l'économie par l'innovation. Le principe est simple, la cité intelligente, le laboratoire est notre écosystème, nous l'utilisons et nous allons le mettre au service des citoyens. Concrètement, à partir de toutes les données qui sont récoltées, la cité intelligente proposera de nouveaux services pour le citoyen utilisateur.

Et la quatrième bonne raison, Monsieur le Président, c'est l'un des piliers. Effectivement, il y a beaucoup de piliers dans le système « développement économique », c'est la santé. La Métropole s'investit dans le domaine de la santé auprès du pôle de compétitivité Eurobiomed et des acteurs de la recherche et de l'environnement et de l'innovation biomédicale. Via leurs actions, ils contribuent à la recherche sur la prévention des risques sanitaires qui sont importants. Ces risques sanitaires sont liés à la probable extension – et d'ailleurs j'ai vu qu'il y avait un article dans le dernier MMMag – c'est l'extension des zones à risque pour les maladies vectorielles telles que le paludisme, la Dengue ou le Chikungunya. Le chiffre-clé à retenir, c'est une subvention de 40 000 euros par an à Eurobiomed.

C'est pourquoi, sous l'impulsion de son Président, Philippe Saurel, les actions de la Métropole autour de ces six piliers mobiliseront à la fois les acteurs économiques et les acteurs du développement durable, car les enjeux et les défis sont à la fois économiques et environnementaux. Ainsi, il apparaît plus qu'opportun que par ses actions, ses expériences et sa mobilisation sur ces sujets, la Métropole s'associe à Paris 2015.

## **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame Marion.

Un petit mot, si vous le permettez, pour souligner l'aspect citoyenneté. Il a été dit, parmi les intervenants, que la politique conduite par Montpellier Méditerranée Métropole, au travers de ses six piliers, était une politique pragmatique. Oui, elle est pragmatique, mais elle est aussi et surtout éco-responsable. Elle est éco responsable parce qu'elle lie à la fois toutes les économies d'énergie et toute l'intelligence requise pour pouvoir y parvenir. Mais elle est aussi intelligente parce qu'elle a été construite démocratiquement. C'est l'un des rares cas dans le pays, si ce n'est le seul, à avoir été construit par la voix des hommes et des femmes qui composent les Conseils municipaux des 31 communes. Et les six piliers reconnus comme pragmatiques ont été discutés et négociés avec l'ensemble des élus et des populations concernées. Lors de la création de la Métropole, 50 réunions ont été faites, que j'ai conduites avec les maires qui sont présents, mais aussi avec leur Conseil municipal et souvent avec leur population et nous avons amendé un certain nombre de thématiques. Nous sommes partis sur la santé, parce que la fac de médecine, notre identité.

Puis nous avons rajouté le numérique parce que nous étions en compétition pour French Tech. Et puis la mobilité parce qu'il nous a paru que la mobilité était un facteur à la fois d'exclusion, mais aussi un facteur de citoyenneté et de cohésion sociale. Mais nous avons rajouté trois piliers par les discussions que nous avons eues avec les maires. Le tourisme pour l'économie et pour la valorisation patrimoniale et territoriale. Nous avons ajouté, sous l'impulsion de Madame Touzard, l'agro-écologie alimentation, en ayant pris comme perspective que notre territoire puisse, pour les 50 ans à venir, produire les substances nécessaires à l'alimentation des populations dont nous avons la charge. Et enfin, la culture et l'enseignement, l'égalité des chances, pour permettre, en direction des jeunes et des moins jeunes de valoriser les territoires, de magnifier notre identité, de protéger aussi une certaine partie de notre patrimoine et d'offrir la réussite à tous les acteurs de l'enseignement supérieur, qui n'est pas notre compétence d'origine, mais à laquelle nous nous sommes affiliés aux côtés de la Région. Donc, voilà ce qui fait dire à Madame Jannin que les six piliers sont pragmatiques, parce qu'ils reflètent la réalité d'un territoire, sa culture, son histoire, mais surtout parce qu'ils ont été conçus, fabriqués, conceptualisés, organisés en partenariat avec les élus du territoire, avec les Conseils municipaux et avec en grande partie les citoyens des communes. Donc, c'est une candidature qui, pour moi, est très importante pour notre Métropole, parce qu'elle est avant tout éco-responsable et citoyenne. Et lorsque l'on cite ces deux mots, elle devient solidaire. C'est en cela que notre candidature me paraît tout à fait promise à un grand avenir, en tout cas c'est ce que nous souhaitons.

Je mets aux voix le vœu « en route vers COP21 ». Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adopté à l'unanimité.

Au détour de cette affaire, j'en profite pour vous indiquer, chers collègues, que nos affaires sont votées à 86 % à l'unanimité.

## **AFFAIRE N°5 : FINANCES – REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER – ADOPTION**

**Monsieur le Président**

Max Lévida.

**Monsieur LEVITA**

Le premier projet que je dois vous présenter ce soir concerne le règlement budgétaire et financier. Je pense, mes chers collègues, que vous avez lu ce règlement. Il s'articule autour de trois thèmes : le cadre budgétaire, l'exécution budgétaire et la gestion pluriannuelle. C'est le règlement qui nous réglera tout au long du fonctionnement des projets qui seront présentés devant l'assemblée.

**Monsieur le Président**

Avez-vous des observations à formuler sur cette affaire ou des interventions ? Je mets aux voix l'affaire 5. Qui est contre ? 2 contre. Qui s'abstient ? Adopté.

## **AFFAIRE N°6 : FINANCES - BUDGET PRIMITIF 2015 - ADOPTION**

**Monsieur le Président**

Max Lévida.

**Monsieur LEVITA**

Monsieur le Président, mes chers collègues. Je vais vous présenter un projet de budget primitif pour l'année 2015. Je voudrais commencer par dire que ce budget, je ne l'ai pas fait tout seul, bien que j'en porte la responsabilité. Les Vice-Présidents ont participé avec lucidité et courage à cette écriture. Tous les directeurs m'ont également accompagné et le Président a procédé aux arbitrages nécessaires. Je les remercie de m'avoir accompagné. Permettez-moi aussi de remercier le Directeur général des services, Monsieur Fina, Madame Célié qui m'a accompagné tout au long de cette préparation, ainsi que Madame Gandreau, Monsieur Olivie, Madame Leupert et Madame Ferrié.

Ce projet de budget, je voudrais souligner que c'est le premier budget de la Métropole, que la Métropole a été construite dans le dialogue et la concertation avec toutes les communes membres. Et que donc, nous nous situons parmi les 14 aires urbaines qui structurent aujourd'hui le territoire national. La construction de la Métropole est une étape essentielle pour l'affirmation et le rayonnement de notre intercommunalité. A noter que la gouvernance entre notre institution et ses 31 communes membres a été construite dans un esprit de dialogue et repose sur le pacte de confiance établi conjointement et qui conduira notre politique publique.

Comme vous le savez, nous sommes dans un cadre de forte contrainte macroéconomique et également de contraction des concours de l'Etat. Nous en avons parlé lors du débat d'orientation budgétaire, il est inutile, à mon sens, d'y revenir. Et cette coopération, dans ce contexte, est primordiale.

Ce budget, qui vous est proposé aujourd'hui, traduit en termes financiers cette dynamique que nous voulons nouvelle pour le territoire intercommunal et il prend la mesure des contraintes financières qui s'imposent à nous.

Il y a trois points à souligner avant de rentrer dans le vif du débat.

Le premier point, c'est que nous adoptons une nouvelle nomenclature comptable. Cette nouvelle nomenclature s'appelle M57 et succède à la présentation précédente. Il faut noter que notre intercommunalité est la première Métropole à voter son budget en M57 par fonction. A ce titre, elle a été accompagnée à titre expérimental par les services de Bercy.

Le deuxième point, c'est que nous avons créé un budget annexe transports dans une optique de lisibilité et de transparence pour que ce soit bien clair pour tous les citoyens et pour que soient visibles tous les crédits qui sont liés aux transports urbains, hors transport scolaire et la voirie. Donc, ce budget démarre le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Le troisième point, qui va gêner dans les comparaisons d'année en année, puisqu'en général on compare l'année n à l'année n-1, c'est effectivement la création de la Métropole avec les transferts de charges qui ont lieu entre les 31 communes et la Métropole. Nous avons donc essayé, dans le texte que vous avez entre les mains, de bien faire les distinctions pour que vous puissiez faire les comparaisons si vous l'estimez nécessaire.

Nous allons pouvoir entrer dans le vif du sujet maintenant.

Dans la première partie, je vais vous présenter les actions de Montpellier Méditerranée Métropole. En commençant par la première, à savoir le développement économique et l'aménagement du territoire. Pour passer rapidement, on vous indique le montant de l'investissement consacré à ce thème, 29,5 millions en investissement et 12,8 millions en fonctionnement. Les points qui sont projetés également et qui concernent les chiffres-clés, à savoir que nous avons 19 parcs d'activité représentant 2 400 entreprises, 27 000 emplois.

Nous avons un BIC auquel je vous propose de consacrer un million d'euros pour les actions en direction des entreprises innovantes. Nous avons le thème de l'Eco-cité qui comporte à la fois le secteur de la future gare TGV et l'opération concernant ODE à la mer. Il y a également la requalification de la zone industrielle du Salaison pour 2,6 millions d'euros. Et enfin, les acquisitions foncières à 11,5 millions d'euros. Dans le texte que vous avez sous les yeux, il y a les thèmes sur lesquels nous allons mettre l'accent, à la fois sur Montpellier Méditerranée Métropole numérique, sur Montpellier capitale santé, sur le développement du tourisme, sur l'agrologie, l'agro-écologie et l'environnement, la mission des grands projets stratégiques. Nous allons nous efforcer de développer des services performants pour les entreprises du territoire en accompagnant leur croissance, en les aidant au niveau du développement de leurs activités internationales et en développant des infrastructures économiques performantes. A noter également l'accent sur la *smart city* comme moteur de développement économique, en essayant de favoriser l'emploi local, en développant l'économie sociale et solidaire et en aménageant les projets qui sont destinés à structurer la Métropole. Nous allons également créer, construire un schéma directeur d'aménagement numérique pour accompagner notre développement. Au total, plus 136 sites publics sont prévus comme étant équipés en très haut débit d'ici la fin de l'année 2016.

Concernant le deuxième thème, l'urbanisme, le logement et la politique de la ville, 14,3 millions d'euros sont prévus en investissement et 7,1 millions en fonctionnement. Sous ce thème, vous avez les thèmes de la planification territoriale et les études urbaines, les plans locaux d'urbanisme avec la préfiguration du PLU intercommunal, la construction du plan climat énergie, les opérations de maîtrise de l'énergie sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole et la politique de l'habitat sur laquelle nous allons entrer un peu plus dans le détail. A savoir, sur les garanties d'emprunt au bénéfice des bailleurs sociaux, les aides à la réalisation de logements locatifs sociaux, un montant global d'aide de 3,5 millions est prévu, ainsi qu'affiché dans le plan local de l'habitat. Les aides à la reprise sur le marché locatif de logements privés dégradés, un budget d'un million d'euros sera mobilisé en 2015 pour en assurer l'ingénierie, l'animation et la conduite des opérations. Vous notez que, dans ce domaine, nous sommes attributaires des aides de l'Etat, la Métropole est délégataire de la compétence de l'Etat et nous recevons des crédits de paiement pour ce faire. Dans le domaine de la politique de la ville, la Métropole apportera son soutien aux actions engagées dans le cadre du projet de rénovation urbaine de Montpellier. Enfin, concernant les gens du voyage, 300 000 euros permettront d'assurer le fonctionnement de ces aires et 10 000 euros sont prévus dans le cadre de la mission de médiation. Enfin, le système d'information géographique intercommunal qui constitue l'outil indispensable à la gestion des équipements sera développé et mobilisera un budget de près de 60 000 euros.

Le troisième thème, en mélangeant les transports en commun, la voirie et le jalonnement. Le budget, comme vous le voyez, est prévu en investissement à hauteur de 95 millions et le fonctionnement à hauteur de 114,9 millions d'euros. A l'intérieur de ce budget, nous avons engagé l'acquisition de quatre rames supplémentaires. Cette commande, qui est en cours de livraison depuis le début de l'année, nécessite une écriture de 2,4 millions d'euros. Les études concernant l'extension de la Ligne 1 vers la gare Montpellier Sud de France vont se poursuivre tout au long de l'année avec le lancement d'un marché pour un mandat de maîtrise d'ouvrage. Le programme de rénovation des rames de tramway va être engagé, en 2015, pour un montant de 2 millions d'euros. Les travaux de bouclage de la Ligne 4 ont été engagés en 2014. 2015 sera l'année des principaux travaux avec un objectif de mise en service au 2<sup>e</sup> trimestre 2016. 31 millions d'euros seront consacrés à ce projet de bouclage en 2015. Compte tenu des capacités d'investissement de la collectivité et des contraintes financières qui pèsent sur les prochaines années, les travaux de la Ligne 5 de tramway ont été reportés à un avenir meilleur. Il a été décidé d'autre part de ne pas donner suite aux études engagées en 2014 pour étendre le parking d'échange d'ouvrage sur la Mosson. Les investissements qui sont inscrits au budget primitif, hors opérations tramway, permettront l'acquisition de 12 bus au GNV pour un montant de 4 millions d'euros. Un million est également prévu pour les aménagements liés à la mise en accessibilité du réseau. 2 millions sont dédiés à l'ensemble des activités de service voirie sur le patrimoine. A noter également les investissements qui sont nécessaires dans la compétence voirie et espace public et qui seront réalisés par les communes pour le compte de la Métropole et qui représentent 31,5 millions d'euros.

Nous pouvons passer au thème suivant concernant l'environnement et la gestion des déchets, dont le thème est la qualité du service et le développement durable au cœur de notre action. 11,8 millions d'investissements et pour le fonctionnement, 74,4 millions d'euros concernant la collecte et 25 millions d'euros concernant la propreté. Parmi les dépenses, la rénovation du point propreté à Castelnau-le-Lez pour un montant de 620 000 euros et qui est la première étape du programme de rénovation des déchetteries de la Métropole. Le traitement des déchets sur la plate-forme de traitement des déchets de Grammont s'achèvera en 2015 pour un coût de 452 000 euros. 2 millions d'euros seront consacrés à la poursuite de l'aménagement du casier 2 et à la réhabilitation du casier 1 sur le site de Castries. Concernant l'usine Ametyst, nous verrons l'achèvement des travaux d'amélioration de la défense incendie et des équipements, ainsi que les derniers travaux de maîtrise des nuisances olfactives pour un budget de 1 350 000 euros.

Concernant le thème suivant, c'est-à-dire la prévention des inondations, l'assainissement et l'eau potable, un investissement à hauteur de 40,7 millions est prévu et un fonctionnement à 16,6 millions d'euros. Dans les termes principaux, l'assainissement. Comme vous le savez, la gestion du service public d'assainissement a été confiée à deux délégataires : l'entreprise Veolia pour l'exploitation de la station Maera et les réseaux des communes et pour le reste du territoire à l'entreprise Alt'eau. Dans le schéma directeur d'assainissement, les crédits qui sont alloués à ce schéma s'élèvent à 13,2 millions d'euros. Avec comme principales interventions l'intercepteur Est pour 7 millions d'euros, l'extension de la STEP de Cournonterral pour 1,7 million, les STEP intercommunales de Sussargues et Saint-Geniès-des-Mourgues pour 3,4 millions d'euros. Les travaux d'assainissement dans les communes représentent 5,4 millions d'euros. Ils sont répartis en trois items : les travaux d'extension de réseau pour 2,5 millions, les travaux de renouvellement de réseau pour 2,1 millions d'euros et les travaux sur ouvrages pour 750 000 euros. Concernant l'assainissement, les travaux qui sont prévus en investissement s'élèvent à 20,4 millions d'euros, notamment pour financer les dernières opérations structurantes liées au schéma directeur de l'assainissement. Vous notez que le montant de la redevance d'assainissement collectif est maintenu à 1,42 euro hors taxe par mètre cube consommé.

En ce qui concerne le schéma directeur d'eau potable, les crédits alloués à ces opérations s'élèvent à ces opérations s'élèvent à 5,2 millions d'euros qui sont répartis en 2,5 millions pour le renouvellement de réseau et 2,7 millions pour les travaux sur ouvrages. Vous ajoutez 1,55 million d'euros pour les travaux urgents de sécurisation.

La lutte contre les inondations, et en ce qui concerne en particulier les inondations de la basse vallée du Lez, s'élèvera à 820 000 euros et vous avez le détail dans le texte.

Concernant le sport, une politique qui concilie équipements de proximité et sports de haut niveau. 7,8 millions d'euros en investissement, 31,1 millions d'euros en fonctionnement. Les principaux investissements concernent les piscines, la piscine Héraclès dont le coût est de 9,5 millions en 2015 et les crédits sont inscrits à hauteur de 770 000 euros. Il s'agit d'un programme qui est particulièrement novateur. Les travaux d'entretien dans les piscines pour 2,1 millions d'euros sont prévus à cet effet, donc 500 000 euros pour la piscine olympique Antigone et 500 000 euros pour le centre nautique Neptune. Des travaux d'accessibilité sont prévus à hauteur de 500 000 euros.

Concernant le stade de la Mosson. Suite aux importants dégâts lors des inondations de l'année dernière, le stade de la Mosson fait l'objet d'une remise en état partielle. Des travaux de maintenance et d'aménagement doivent être réalisés à hauteur de 400 000 euros et l'aire de jeux nécessitera d'être rénové à l'inter saison pour un coût d'un million d'euros. Pour le complexe sportif Yves du Manoir, 1,1 million d'euros sont prévus, dont 600 000 euros pour la rénovation d'un terrain synthétique. Et enfin, des aménagements sont prévus au Palais des sports René Bougnol à hauteur de 200 000 euros.

Les objectifs, en ce qui concerne ce thème, pour l'année 2015. Il s'agit de poursuivre l'action pédagogique et sécuritaire en faveur de nos élèves, d'accueillir l'organisation de manifestations sportives de niveau national, de permettre l'accueil de plus d'un million de baigneurs dans nos piscines et de mettre en place un programme d'animations sur notre réseau piscines, ayant pour objectif la sécurité, la santé, l'éducation, l'action sanitaire et sociale.

Nous apportons notre soutien aux clubs sportifs évoluant au plus haut niveau. Le budget 2015 qui leur est consacré s'élève à 11,5 millions d'euros. A noter que nous allons apporter notre soutien à l'organisation, en 2015, de manifestations de niveau national et international pour un montant de 1,1 million d'euros. Il s'agit, dans ses grandes manifestations, de l'Open Sud de France en tennis, du tournoi international de tennis féminin, du FISE, des championnats d'Europe de gymnastique et enfin de l'Euro basket 2015. Au total, 140 manifestations sportives de niveau national et international seront accueillies en 2015, elles doivent réunir, d'après nos calculs, plus de 600 000 spectateurs.

### **Monsieur le Président**

Concernant l'Euro de basket et la participation à l'Open Sud de France tennis. Cela fait partie d'une convention que nous avons, pour l'Euro de basket avec l'Etat et le ministère des Sports, à la suite du fait que l'Ukraine n'ait pas pu organiser le Championnat d'Europe. La France s'est portée volontaire pour récupérer la compétition et a choisi Montpellier et l'Aréna pour y installer un certain nombre de matchs et de phases préliminaires, dont 5 matchs de l'équipe de France. Ensuite, le ministère des Sports a demandé aux collectivités de participer à l'organisation sous la forme d'une subvention de 250 000 euros par collectivité. La Région a été d'accord, la Métropole aussi, la Ville aussi, seul le Département n'a pas répondu au ministère. Cela fait partie d'un nombre de requêtes que je présenterai demain matin, vers 10 heures 30, à Kléber Mesquida qui paraît être l'interlocuteur du groupe majoritaire en formation. Je prends des précautions oratoires parce que je lis la presse et que je ne suis pas moi-même au Conseil Départemental. Mais je vous l'ai dit, l'accord avec le Conseil Départemental et cette gouvernance-là, si pour les conseillers départementaux de la Ville qui sont au nombre de 8, a une grande importance, c'est parce que cet accord programmatique peut défendre un certain nombre de projets communs avec la Métropole. Je parle là du projet sportif, mais il y a aussi les projets routiers, les contournements Est, Ouest, la ligne de tramway. Tout cela doit faire partie d'un corpus de contractualisation avec le département. Je n'ai pas envie de courir, comme dans la dernière mandature, après des subventions, à se frriter dans la presse sans arrêt. Ce n'est pas que ça ne me plaît pas, mais je considère que ça peut être contre-productif. Donc, je ferai tout pour qu'il y ait un accord, mais il faut que cet accord se fasse sur des bases programmatiques claires et bien établies. Nous représentons la moitié de la population de l'Hérault. Mais d'un autre côté, il ne faut pas vouloir plus que notre dû, parce que je ne souhaite pas que la Métropole s'affronte au tissu rural et au tissu périurbain, nous devons travailler ensemble, c'est ce que nous avons dit depuis le début. Donc, il faut simplement organiser une relation équilibrée.

Et cette relation équilibrée, qui fait partie d'un document que j'ai préparé ici et que je remettrai demain matin à Kléber Mesquida, d'abord c'est un contrat Montpellier Méditerranée Métropole / département de l'Hérault dans lequel je mentionne l'ensemble des prérogatives que nous pouvons prendre de façon partagée et contiguë. Avec une liste de projets : les contournements, la politique culturelle, sportive, etc., et dans laquelle j'ai laissé quelques cases blanches ici. Et avec le montant, le coût global, le coût total des interventions. Restera au département de se déterminer. Je n'ai pas de parti politique, donc je parle aux citoyens, aux élus et à la presse qui prend acte. Je vous lis les premières lignes : tramway, prolongement de la Ligne 1, bouclage de la Ligne 4 de tramway sur laquelle le département a poursuivi sa contribution, comme sur les Lignes 3, 2 et 1. D'ailleurs, j'ai fait mettre sur les rames les logos des collectivités qui nous ont financés, avec en premier la Région, parce qu'elle a beaucoup donné, ensuite l'Etat, puis le département, sur toutes les rames. Des giratoires, les contournements Est et Ouest, la Ligne 5, donc un certain nombre de dossiers qui sont importants pour la Métropole et pour le département. Mais cet accord, s'il se fait, se fera de façon programmatique, pas politique, programmatique. Monsieur Ségura a demandé la parole.

### **Monsieur SEGURA**

Comme c'est pour demain et que vous vous étiez engagé à parler de la sécurité incendie s'il y avait eu un bon score dans l'équipe Saurel. Et je les félicite, il y a eu un bon score, il faut donc peut-être le mettre à l'ordre du jour.

**Monsieur le Président**

C'est marqué, nous avons pensé à toutes les communes de la Métropole.

**Monsieur SEGURA**

Je vous en félicite, Président.

**Monsieur le Président**

SDIS, une gouvernance et des axes stratégiques tenant davantage compte des attentes des communes de la Métropole. Il s'agit d'un accord-cadre avec les grands équipements, c'est normal.

**Monsieur LEVITA**

Concernant l'item sur la culture, la construction d'une Métropole culturelle. De la culture pour tous et en tous lieux, c'est le mot d'ordre de la politique culturelle de notre Métropole. Concernant l'accès à la culture pour tous et en tous lieux, nous rappelons l'offre culturelle pour la jeunesse qui est en place à l'intérieur de la Métropole, en mettant en valeur les équipements qui existent. L'aquarium, le planétarium, l'écolothèque, un réseau de lecture public dense avec 14 médiathèques, une équité d'accès aux pratiques musicales, en principe un nouveau conservatoire régional verra le jour sur le site de l'ancienne maternité, avenue du professeur Grasset. Ce projet doit permettre de conforter le rayonnement régional et national de notre équipement et de positionner ce conservatoire comme un acteur d'un réseau d'enseignement musical métropolitain. Une politique volontariste en faveur des publics empêchés et éloignés au sein notamment du musée Fabre. Des manifestations décentralisées dans les communes du territoire.

Bien entendu, la Métropole poursuit son soutien auprès des festivals de rayonnement national et international. Montpellier danse, le festival de Radio France et Montpellier Languedoc-Roussillon et l'offre de proximité à travers des projections de films en plein air et des spectacles de cirque, ainsi que des conférences dans l'ensemble des établissements culturels. 800 000 euros sont prévus pour favoriser l'accessibilité des bâtiments culturels.

A noter notre volonté d'obtenir le label national « Métropole d'art et d'histoire ». Notez également la création d'un pôle national d'art contemporain à la suite de l'abandon du projet du musée de l'histoire de la France et de l'Algérie. Ce programme sera poursuivi en 2015 et les accords ont été passés avec des instances comme le MuCEM ou comme le FRAC Languedoc-Roussillon.

**Monsieur le Président**

Certains nous disent qu'il n'y a pas beaucoup de projets pour la culture. Je vais vous en citer trois, même quatre. Premier point, le Musée de la France et de l'Algérie qui est devenu le centre d'art contemporain de Montpellier et qui sera terminé aux alentours de 2018 et qui permettra aussi de vitaliser le centre-ville, parce que c'est 500 000 visiteurs par an à proximité de la gare.

Secondement, le conservatoire régional sur lequel nous avons progressé sur le dossier – j'aurais l'occasion d'en parler lors d'un prochain point de presse – puisque nous avons reçu l'estimation des domaines. Mais nous aurons l'occasion d'en reparler.

Troisième point, nous avons proposé d'acquérir, à Murviel-lès-Montpellier, la cave coopérative pour y installer le musée d'archéologie, faisant le pendant au nord de la Métropole de ce qui existe à Lattes, Lattara. Et je rajoute un projet important sur Montpellier, c'est l'achat des archives départementales.

**Monsieur LEVITA**

Montpellier capitale de la danse contemporaine à travers le Centre Chorégraphique National de Montpellier et l'association Montpellier danse dont la Métropole reste le premier financeur. Les expositions sur le site archéologique Lattara, Musée Henri Prades à mener en collaboration avec d'autres musées archéologiques de l'arc méditerranéen. Je vous rappelle l'exposition du musée Fabre prévue pour cet été sur le siècle d'or de la peinture napolitaine.

Nous allons poursuivre notre soutien aux institutions culturelles, en particulier par la mise en réseau des établissements d'enseignement artistique, en particulier avec l'Ecole des Beaux-Arts et les autres écoles de la Région. L'Orchestre Opéra National qui est doté du label national, cela a été fait. Le soutien de la Métropole est établi dans la perspective néanmoins d'un plan de redressement qui est engagé en 2015 afin d'opérer les économies de fonctionnement qui sont indispensables. Le festival Cinemed, à notre avis, est un festival à repenser dans le cadre de l'arc méditerranéen. Il devra se repositionner pendant l'année 2015, il est toutefois soutenu par la Métropole dans son action. L'émergence d'une nouvelle scène montpelliéraine de niveau international avec le recrutement de Monsieur Rodrigo Garcia sur le CDN.

A souligner également le soutien à la création et aux artistes à travers les grandes structures culturelles qui existent sur notre Métropole.

Je passe rapidement sur les services funéraires, en termes de solidarité, dont l'évolution a été considérable puisque nous avons décidé de déléguer ce service public à une société d'économie mixte locale. Et donc, le périmètre de ce budget évolue considérablement puisqu'il passe d'un total de 5,5 millions d'euros à 2 millions d'euros, dont, 1,4 million d'euros en fonctionnement et 600 000 euros en investissements.

Enfin, dernier point, ce sont les compétences nouvelles transférées dans le cadre de la Métropole. Ces compétences portent, comme vous le savez, sur la voirie, le nettoyage, etc. La majeure partie de ces compétences, en 2015, ont été confiées aux communes, à l'exception des procédures relevant du Code de l'urbanisme. Elles sont donc réalisées par les communes pour le compte de la Métropole. C'était donc la première partie de mon exposé.

La seconde partie concerne les grands équilibres du budget primitif pour 2015.

Je vous passe les éléments qui figurent dans le texte que vous avez concernant la conjoncture internationale, la conjoncture européenne, la conjoncture nationale, tout en disant que cette dernière est en voie d'amélioration aujourd'hui. Nous sommes presque certains d'atteindre 1 % de croissance en 2015, voire 1,5 %. Je vous rappelle la mise en place d'une nouvelle nomenclature comptable et budgétaire. Vous avez, page 20 du texte, les différents chapitres vous permettant de passer de la comptabilité en M14 à la comptabilité en M57.

Vous avez sous les yeux la répartition des dépenses de fonctionnement hors dettes pour 2014 tous budgets confondus. Vous notez que les charges de personnel représentent 15 %, les charges à caractère général représentent 27 %, les autres subventions représentent quant à elles 19 %. Au total, pour faire le raccord entre le passé et aujourd'hui, si on regarde pour 2015 le budget principal plus le budget transport, c'est un total en fonctionnement de 360 millions d'euros. Si nous ajoutons les autres budgets annexes, nous passons à 376 millions d'euros. Et si nous ajoutons les compétences nouvelles, à savoir les remboursements que nous ferons aux communes, nous passons à un total de 434 millions d'euros.

Dans ce budget, les dépenses de personnel, dont je vous ai dit qu'elles représentaient 15 %, elles ont évolué de 3,9 % entre 2014 et 2015. Cette évolution est liée aux évolutions de carrière, le fameux indice GVT, la revalorisation des salaires des agents de catégorie B et C et à des créations de postes pour assumer les nouvelles compétences liées au passage en Métropole. Si nous distinguons à périmètre constant la part des dépenses de personnel dans les dépenses réelles de fonctionnement, elle est de 17,3 % et tous budgets confondus, ça s'élève à 15 %.

A noter qu'au sein d'un budget annexe transports, que nous verrons en détail plus tard, l'instauration de la nouvelle tarification et les mesures qui sont contenues au sein du contrat de DSP conduisent à une contribution financière à TAM d'un montant de 65,7 millions d'euros. Parallèlement, le budget principal viendra abonder le budget transport d'une subvention de 32 millions nécessaire à l'équilibre du budget annexe. Les subventions aux associations culturelles et sportives ont été priorisées à hauteur de 28,8 millions d'euros. La contribution de Montpellier Méditerranée Métropole au contingent incendie représente 15 millions en 2015, mais elle devrait vraisemblablement s'établir à 15,4 millions d'euros après la totalité du transfert.

Concernant les charges financières, c'est-à-dire les intérêts, ils s'élèveront à 30,3 millions d'euros pour 2015, dans la mesure où les taux d'intérêt variables pour 2015 sont très faibles, comme le montre le graphique dans le texte que vous avez sous les yeux.

En ce qui concerne les recettes de fonctionnement, vous notez que l'impôt entreprises représente 34 % de nos ressources, l'impôt ménages 22 %, le produit des services 8 %, les PIC 1 %, les attributions de compensation 10 %, etc.

Dans les recettes fiscales, il s'agit pour le moment de montants prévisionnels puisque nous n'avons pas encore reçu les attributions officielles de la part de la DGFIP, mais nous avons procédé à des prévisions. Vous notez qu'aucune augmentation de taux n'est prévue, ni pour la taxe d'habitation, ni pour le foncier bâti, ni pour le foncier non bâti, ni pour la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, ni pour le versement transport. Le tableau que vous avez et qui est projeté montre les recettes que nous attendons de ces différents impôts. Vous notez bien qu'en 2015, conformément aux promesses du candidat, Philippe Saurel, aucun taux d'imposition n'est augmenté pour cette année.

Dans les recettes qui seront issues de la péréquation, vous avez sous les yeux la participation au redressement des finances publiques. Ainsi qu'il l'est dit, au titre de l'année 2014 1,5 milliard a été enlevé aux collectivités locales, ce qui se poursuit en 2015, en 2016 et en 2017. Ensuite, c'est notre participation aux 11 milliards, à hauteur de 3,7 millions d'euros en 2015, qui est répartie dans les années 2016 et 2017. Au total, c'est 28 milliards qui sont retirés aux collectivités locales.

Vous notez qu'il y a une réforme annoncée de la dotation globale de fonctionnement. Les objectifs de la réforme sont tout à fait respectables puisqu'il s'agit de réduire les écarts de DGF par habitant quand ils ne sont pas justifiés, c'est de réduire le nombre de composants dans la DGF, c'est de réduire le nombre de critères utilisés. Il y a 11 critères de ressources et 19 critères de charges et il y a même un logarithme ainsi que je vous l'ai indiqué précédemment. Enfin, c'est d'inciter aux mutualisations. Nous verrons bien ce qui sortira et de ce rapport et de l'usage qui en sera fait par le gouvernement.

Vous notez que dans le calcul de la dotation d'intercommunalité métropolitaine, notre montant de dotation par habitant est garanti à son niveau de 2014 à hauteur de 67 euros par habitant. Sur le tableau que vous avez sous les yeux, la dotation d'intercommunalité aurait dû s'élever à 30 millions, 14,7 millions d'euros nous sont prélevés, il s'agit de notre participation à la remise en ordre des finances de l'Etat. Donc, cette dotation s'élève finalement à 15,3 millions d'euros. Ainsi que je vous l'ai indiqué précédemment, dans une autre intervention, pour les années à venir, ce prélèvement est appelé à augmenter. Ce n'est donc pas 14 millions que nous prévoyons pour l'année 2016, mais c'est de l'ordre de 20 millions d'euros, la dotation de compensation s'élevant à 48,5 millions d'euros.

La dotation globale de décentralisation est maintenue à son niveau de 2014 à 1,1 million d'euros. Concernant le fonds national de péréquation, à l'heure actuelle des éléments permettant de faire un calcul précis nous manquent. Nous espérons donc avoir une bonne surprise pour le budget supplémentaire, puisque l'enveloppe nationale augmente de 2014 à 2015 pour passer de 570 millions à 780 millions d'euros. Toutefois, sur le tableau qui suit, je fais figurer l'évolution de ce fonds avec la baisse des dotations pour montrer qu'il n'y a pas du tout de parallélisme entre la baisse des dotations et le fonds de péréquation.

Concernant les autres recettes de fonctionnement, le budget transports, le produit des services concernant ce budget s'élève à 28,5 millions d'euros, soit une augmentation de 4,5 %. Le montant total des attributions de compensation s'élève à 57 millions, ainsi que je l'ai indiqué au début de mon intervention.

Concernant les dépenses d'investissement et la répartition. L'action économique évolue à hauteur de 29 %. La culture, la vie sociale, la jeunesse, le sport et loisirs évolue à hauteur de 10 %. L'informatique et les bâtiments évoluent de 2 %. L'assainissement 11 % et les compétences transférées 15 %. Quant aux transports, ils représentent 22 %. Sur le tableau, vous avez la répartition, si on ajoute le budget principal plus le budget transport, 148 millions d'euros sont consacrés à l'investissement. Si on ajoute les autres budgets annexes, nous passons à 183 millions. Et si nous ajoutons les compétences transférées, nous passons alors à 215 millions d'euros. Le financement de l'investissement. Dans les tableaux que je vais projeter, vous verrez que l'autofinancement, constitué par l'épargne brute dégagée par la section de fonctionnement, s'élève à 61 millions d'euros pour le budget principal et 87 millions pour le budget consolidé. Les recettes propres 2015, hors convention de gestion, sont évaluées à 32 millions, dont 14,4 millions sont affectés au budget annexe transport. L'emprunt. Compte tenu du niveau des investissements et des recettes attendues, nous prévoyons de recourir à l'emprunt à hauteur de 60 millions pour le budget principal et 28,9 millions pour le budget annexe transport. A ce stade, il s'agit bien entendu de volumes estimatifs qui dépendront des volumes qui seront effectivement mobilisés.

Un petit point sur la dette. Le taux moyen de la dette pour notre dette actuelle est particulièrement bien positionné puisque nous sommes à 2,76 %. Avec une structure de dette équilibrée puisque nous sommes à 57 % en taux fixe et 43 % en taux variable. Vous indique également que nous recourons à 11 groupes bancaires, ce qui assure un élément de sécurisation. Vous dire que l'encours de dette à ce jour, pour le budget principal, s'élève à 355,5 millions d'euros, à 511 millions d'euros pour le budget annexe transport. Et donc, si vous ajoutez les deux à 972 millions d'euros pour l'ensemble des budgets. Cela détermine une annuité de remboursement de capital de 30 millions pour le budget principal et de 44,5 millions d'euros pour le budget annexe. Dernier chiffre ou presque, c'est la capacité de désendettement. Pour le budget principal, nous sommes à 5,8 ans, ce qui est un très beau niveau et 19 ans pour le budget annexe transport. Si on cumule les deux, nous sommes à 9,9 ans, soit en dessous de 10 ans, ce qui est un taux satisfaisant au regard du niveau d'équipement de la collectivité.

Sur la slide précédente, vous avez les grands domaines d'action de la Métropole. Vous voyez que les transports représentent, 311 euros par habitant. La culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs, 247 euros.



Les compétences transférées 207 euros. La voirie, les services urbains, l'environnement, 202 euros. L'action économique, 167 euros. Pour l'eau et l'assainissement, nous sommes à 103 euros. Les dépenses d'administration générale sont à 67 euros.

Ce qui nous fait passer au dernier tableau représentatif de l'action de la Métropole. Sur ces tableaux, nous avons essayé de distinguer à la fois les budgets en ce qui concerne le principal et le budget annexe. Je ne vais donc pas tout commenter. En 2014, le budget principal représentait 780 514 000 euros et en 2015, ce budget se divise en deux entre le budget principal et le budget annexe transport, soit 612 millions plus 231 millions d'euros, ce qui permet de voir le passage de l'un à l'autre. Egalement, en ce qui concerne les dépenses d'investissement, vous voyez que pour le budget principal, nous passons de 253 à 169 millions et à 239 millions d'euros avec le budget annexe transport. Il y a donc une diminution. Hors remboursement du capital, nous étions à 182 millions et nous passons à 137 millions plus 43 millions, de 212 à 214, il n'y a plus de diminution.

Sur les tableaux qui me paraissent les plus significatifs et qui sont les plus visibles, vous pouvez noter, pour le budget principal, la place des impôts ménages et les impôts entreprises, la dotation globale de fonctionnement et les attributions de compensations en recettes. En dépenses, les dépenses de personnel, les charges de gestion courante, la subvention d'équilibre dont je vous ai parlé. Ce qui nous permet de dégager une épargne brute de 61 millions d'euros, qui alimente le budget d'investissement. Vous ajouter ensuite les emprunts, ce qui nous permet de financer des équipements à hauteur de 70 millions d'euros.

Concernant le budget annexe, vous avez en recettes l'impôt, c'est le versement transport, à quoi s'ajoutent les autres produits de fonctionnement et surtout la subvention d'équilibre de la Métropole qui permet de financer les dépenses de personnel, les charges de gestion courante et de dégager une épargne brute de 26,6 millions d'euros. Cela permet d'alimenter le budget d'investissement auquel doivent s'ajouter les 29 millions d'emprunts nécessaires pour financer les investissements à hauteur de 43,5 millions.

Le tableau suivant vous permet de retracer les budgets annexes eau et assainissement, ainsi que le budget principal. Le dernier tableau représente l'ensemble des budgets consolidés, budget primitif et budget annexe transport.

Mes chers collègues, j'espère ne pas avoir été trop long, ne pas vous avoir trop ennuyé. Merci.

Le mot de la fin pour dire que c'est un budget dans un contexte macroéconomique difficile, avec une pression importante du fait de la baisse des dotations. C'est le premier budget de Montpellier Méditerranée Métropole qui s'articule sur une priorisation des investissements, une maîtrise des dépenses, en particulier celle de gestion courante et de masse salariale et une optimisation des sources de financement. En un mot, c'est un bon budget, lucide. C'est un budget destiné à préparer l'avenir. Nous avons, vous le savez tous, à construire une Métropole ensemble. Nous avons fait, ce soir, le second pas, le premier pas étant la construction à laquelle nous avons tous collaboré en votant pour de la création de la Métropole. Merci.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Max. Je vais maintenant ouvrir le débat. Qui souhaite s'exprimer ? Monsieur Lannelongue, Monsieur Martin, Monsieur Alauzet, Madame Jamet, Monsieur Rouilleault, Monsieur Revol et Madame Dardé. La parole est à Monsieur Lannelongue.

### **Monsieur LANNELONGUE**

Monsieur le Président, chers collègues. Après la présentation et le marathon extraordinaire que Monsieur Lé-  
vita vient de faire, après celui d'hier pour les Montpelliérains, belle performance.

J'ai l'impression de me redire par rapport à hier, vous m'en excuserez pour ceux qui sont les conseillers municipaux de Montpellier. Concernant les recettes et la revalorisation des bases, j'ai déjà fait ce paragraphe. Je ne le fais pas pour vous parce que vous le savez et vous m'avez dit que c'était l'Etat. Je vous ai simplement rappelé que ça vous aidait bien, mais que tout ça se retrouvait sur la feuille d'imposition des Montpelliérains, il faut donc qu'ils sachent que ça va leur coûter plus au niveau de la taxe d'habitation, du foncier bâti, ordures ménagères, CFE, etc. Quand on voit d'ailleurs la part des impôts pour les entreprises, on voit bien le poids trop important de cette part budgétaire.

Ce que je voudrais dire par ailleurs, même si nous avons eu ce débat lors du DOB, c'est que l'organisation des dépenses fait apparaître quand même que les dépenses de personnel, même si ce n'est que 15 % dans la masse de la Métropole, augmentent quand même de quasiment 3,9 %. Et ça, c'est trop et l'on ne peut pas s'abriter derrière le GVT, c'est trop tout court. Il faudra donc aussi travailler là-dessus quand même.

L'autofinancement chute de 3,34 % ce qui veut quand même dire qu'à périmètre de compétences constant, le fonctionnement devrait augmenter. L'augmentation globale des dépenses passe de 862 millions d'euros en 2014 à 929 millions d'euros, un peu plus chaque fois, dont l'essentiel provient d'une augmentation des dépenses de fonctionnement. Ce même budget de fonctionnement, une fois consolidé, le principal plus les transports, passe de 780,5 à 844 millions d'euros, soit une augmentation de 60 millions d'euros des dépenses de fonctionnement, alors que par ailleurs l'investissement diminue de 2 millions d'euros sur ce même budget consolidé, principal et transport.

Il y a donc une augmentation des recettes, le fonctionnement va loin et il ralentit l'investissement. Voilà, en résumé, ce que nous pouvons dire sur ce budget qui, contrairement à votre autosatisfaction, n'est pas si bon que ça, même si je reconnais, comme notre groupe le fait, le respect de vos engagements de ne pas augmenter les taux. Nous devons donc aussi en prendre acte même si au final, de par ces problèmes de fonctionnement, ce budget n'est pas aussi bon que vous le prétendez. Merci.

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Lannelongue d'avoir reconnu que nous tenions nos engagements sur la non-augmentation des taux à la ville et à la Métropole. Monsieur Martin.

### **Monsieur MARTIN**

Je serai beaucoup plus bref que Max Lévi puisque je vais être tout simplement fidèle à la déclaration que j'avais faite lors du débat d'orientation budgétaire et donc émettre les deux mêmes regrets. Tout d'abord, sur le fait qu'il ne figure rien sur le devenir de la Ligne 5 de tramway. Et d'autre part, un regret encore plus fort sur la décision qui a été prise de diminuer la production de logements sociaux, décision qui se traduit dans le budget. Je l'avais dit la dernière fois, c'était dans un document de débat, donc un document préparatoire en quelque sorte, j'avais donc dit que ce n'était pas très grave pour moi. Mais là, il est inscrit 3,5 millions d'euros de subvention au logement social sur les fonds propres de la Métropole avec la mention « tel qu'affiché dans le PLH ». Non, dans le PLH, il est bien indiqué 4 millions d'euros. Ce n'est pas pour chicaner sur les chiffres, mais c'est parce que bien évidemment, cette diminution de subventions traduit le fait politique qu'il y a une diminution de la production de logements sociaux et c'est quelque chose que je conteste totalement. Voilà les deux raisons pour lesquelles je m'abstiendrai sur ce vote. Je vous remercie.

### **Monsieur le Président**

Vous ne votez pas contre, alors ça va. Monsieur Alauzet.

### **Monsieur ALAUZET**

Monsieur le Président, chers collègues. Je prends parfois la parole avec un esprit critique, ce soir, je vais être positif. D'abord, je voudrais féliciter Monsieur Lévi et les services de la Métropole parce que changer de normes comptables, mettre en place un nouveau budget annexe pour le transport, ce n'était pas gagné d'avance. Et arriver à présenter un budget clair, structuré et équilibré dans le contexte actuel, cela relevait d'un grand effort et un travail remarquable a été fait, je tiens à le souligner en tant que technicien.

Ce budget présente beaucoup de points positifs. D'abord, vous l'avez souligné, la maîtrise des dépenses de gestion à caractère général. C'est le plus important, ce sont des postes difficiles à maîtriser, même dans nos communes. La norme est à 25 %, nous sommes à 27 %, nous sommes donc vraiment dans les clous. Concernant la masse salariale, je suis étonné que l'on arrive à rester, avec les nouvelles compétences, à 15 %, je trouve que c'est très raisonnable et c'est largement en deçà de ce que font les autres Métropoles. C'est donc un bon point.

Ensuite, les taux d'imposition qui restent inchangés et qui répondent donc aux promesses de Monsieur Saurel, que je note aujourd'hui avec satisfaction.

Je vois également, pour les techniciens, une épargne brute de 108 millions d'euros qui permet largement de financer le capital de la dette. Pour ceux qui ne comprennent pas des termes barbares financiers, l'épargne brute, c'est le flux de trésorerie qui est généré par le fonctionnement de la Métropole. Et il est fondamental, que ce soit la Métropole ou dans nos communes, que ce flux de trésorerie puisse couvrir le remboursement du capital de la dette aux banquiers. Et c'est largement le cas dans le budget qui nous est présenté.

Je voulais dire aussi que la dette, même si elle paraît importante en valeur absolue, puisque nous sommes à 972 millions d'euros, cette dette est quand même bien maîtrisée dans la mesure où, sur le budget principal, nous avons un remboursement de l'ordre de 6 ans avec l'autofinancement. Je dis attention quand même parce que sur le transport, on est à 20 ans. Mais vous avez rectifié le tir tout à l'heure en disant que cumulés, si on consolide la dette, on passe autour de 10 ans. Sachez chers collègues qu'à 12 ans, c'est la norme et qu'à 15

ans, ça commence à devenir dangereux. Donc, quand on est à 10 ans, on est dans une dette très acceptable. Et d'ailleurs, cette dette par habitant est largement inférieure aux autres Métropoles.

J'ai été aussi étonné, en commission finances, de voir que la gestion de la dette était très active puisque nous avons la moitié de nos emprunts en taux révisable et la moitié en taux fixe, ce qui nous permet d'avoir un taux moyen d'emprunt qui est largement inférieur à 3 %, 2,76 % si j'ai bonne mémoire.

Je note aussi avec satisfaction que nous avons su ajuster les investissements. C'est-à-dire baisser les investissements, en reporter certains en fonction des baisses de dotation que vous avez citées tout à l'heure. Je crois qu'il aurait été une grave erreur de basculer dans de l'emprunt à tout va alors que nous n'avons pas les financements en face. Je pense que c'est une juste décision.

Cet investissement reste quand même dynamique puisque nous avons quand même 146 millions d'euros prévus au budget consolidé. Ce n'est pas rien dans l'économie locale et je trouve que c'est un gros effort pour animer nos entreprises.

Donc, en conclusion, je trouve que c'est un bon budget, c'est un budget élaboré en bon père de famille, Monsieur Lévit. Et la commune de Fabrègues aimerait pouvoir présenter un budget aussi satisfaisant à ses habitants dans quelques jours. Je dois dire aussi qu'au budget supplémentaire, nous voterons 11 millions d'excédents et que cela améliorera encore les comptes que vous avez présentés aujourd'hui. Donc, une situation qui est bonne dans le contexte actuel.

Je terminerai quand même par une réserve importante, Monsieur le Président et chers collègues. Le BP intègre 57 millions d'euros de transferts de charges. Ces transferts de charges sont certes provisoires, mais pour nous, ils intègrent aussi ce que l'on appelle le service incendie. Pour souligner ce qu'a dit Monsieur Ségura, je voudrais qu'il soit pris, dans les semaines qui arrivent, puisque vous nous avez promis que l'on travaillerait sur ce dossier, une décision forte, une décision équitable pour le service incendie. Il faut savoir par exemple qu'une commune comme Villeneuve-lès-Maguelone ou comme Fabrègues paye 31 euros par habitant pour les services incendie alors que certaines communes de la Métropole ne payent rien, puisque la Métropole paye 15 millions d'euros au service incendie au niveau du département. Je souhaiterais, vous l'avez promis, qu'il y ait une réflexion sur ce thème-là et que l'on puisse travailler ensemble. Je vous remercie de m'avoir écouté.

#### **Monsieur le Président**

Sur ce point particulier, à la demande de nombreux maires de cette assemblée, nous avons convenu de rééquilibrer. Nous vous donnerons les conditions de ce rééquilibrage dans les semaines à venir. Merci beaucoup, Monsieur Alauzet. Madame Jamet.

#### **Madame JAMET**

Monsieur le Président, mes chers collègues. Je suis ravie parce que je pense que je vais avoir une vision totalement différente et ça va peut-être vous agacer, mais en tout cas vous changer les idées. Le problème, c'est qu'effectivement, comme le disait l'un de mes collègues tout à l'heure, on a vraiment l'impression de tenir le même discours, puisqu'entre hier et aujourd'hui, on est sur les mêmes problématiques. A savoir par exemple le maintien de taux d'imposition que nous, nous continuons de juger prohibitifs, puisque quand vous dites 0 %, nous continuons de vous dire qu'à partir du moment où l'assiette a augmenté de 0,9 %, il y aura bien une augmentation des impôts dans la poche des contribuables.

#### **Monsieur le Président**

Mais vous confondez les taux et les bases. 0,9 %, c'est l'augmentation des bases et ce n'est pas nous, c'est l'Etat. 0 %, c'est nous.

#### **Madame JAMET**

Je ne confonds pas, c'est vous qui dites que ça augmente de 0 %. A partir du moment où la base augmente, vous savez très bien que les Françaises et les Français paieront davantage.

#### **Monsieur le Président**

Mais la base, c'est l'Etat, ce n'est pas nous, Madame Jamet. Je vous répète ce que je vous ai dit hier soir. Les jours se suivent et se ressemblent.

#### **Madame JAMET**

C'est ce que je suis en train de vous dire. A savoir d'ailleurs que c'est aussi le même oxymore. Quand on dit que l'on inverse la tendance du chômage, ça ne veut pas dire que le chômage baisse, ça veut dire qu'il arrête d'augmenter. C'est aussi pervers et pernicieux que ça. Ceci étant dit, nous relevons aussi une baisse et une insuffisance des investissements et aussi, comme à la mairie, une hausse du personnel et des charges de per-

sonnel. Je relève aussi une mutualisation qui devait générer des économies et qui ne sont pas au rendez-vous. Et je n'ai pas la même lecture que les interlocuteurs qui m'ont précédé et notamment sur l'épargne brute que je trouve très basse. J'en veux pour preuve, quand on parle de l'insuffisance des investissements, etc., je note un seul chiffre, notamment pour le développement économique où nous sommes à 42,3 millions d'euros, soit 29 millions en investissement et 12 millions en fonctionnement. 42 millions sur un budget de pratiquement un milliard, ça fait un pourcentage de 4 %. On consacre donc 4 % du budget au développement économique, qui me semble quand même un secteur essentiel.

Ce budget que vous nous soumettez, dans un contexte de politique générale tendue et qui contraint gravement la libre administration des collectivités locales, de Montpellier bien sûr et des 31 communes. Et encore une fois, je regrette que l'on n'ait pas le nom des communes en face des représentants des maires qui ne sont plus maires, donc qui ne sont plus que des conseillers de Métropole et je vous rappelle encore une fois qui ont été intégrés sans l'avis de la population et de la Métropole. Je tiens à dire quand même, comme je l'ai dit hier, et parce que Monsieur Lévi s'en est fait l'écho, que tout ça tient effectivement de la politique de l'Union européenne qui est une politique d'austérité. On nous demande d'économiser 11 milliards, on nous demande de faire des efforts et les collectivités doivent en faire comme l'hôpital, comme le service social, comme la Sécurité sociale, comme le remboursement des médicaments, etc.

Il y a aussi une crise qui nous impacte largement et qui est aussi le fruit de cette austérité avec, je vous le disais encore hier, un effet direct sur le niveau des investissements dont je parlais tout à l'heure, dont la baisse est déjà palpable et qui est particulièrement dommageable pour l'économie locale. Je rappelais hier encore une fois que les collectivités locales réalisent 70 % des investissements publics en France. Cette carence impacte évidemment notre tissu économique social dans un département qui, vous me le concéderez, est particulièrement touché puisque nous sommes ou les premiers ou les derniers de la classe. Je pense que les personnes qui sont au chômage actuellement pourront savoir et apprécier en tout cas le fruit de cette politique et les orientations que vous donnez sur ce budget.

C'est d'autant plus insupportable d'ailleurs qu'aujourd'hui Monsieur Valls continue de s'incruster dans le pouvoir et qu'il persiste et qu'il signe, que non seulement le gouvernement est inchangé, mais qu'il a bien dit qu'il ne varierait pas d'un iota la politique qui est en train de nous plonger dans le marasme depuis plusieurs années : chômage, immigration, insécurité, austérité, etc. Et le problème, c'est que même si vous dites que ce n'est pas votre faute, même si c'est Monsieur Valls est votre ami, nous ne sentons pas de rupture.

### **Monsieur le Président**

Madame Jamet, vous ne pouvez pas me reprocher mes amitiés personnelles. On est ami avec qui l'on veut, là il se trouve que c'est le Premier ministre.

### **Madame JAMET**

Monsieur le Maire Président, je n'ai jamais fait d'attaque personnelle, je ne l'ai pas fait hier, je n'ai d'ailleurs même pas répondu à ceux qui s'étaient rabaissés à ça. Et j'ai rappelé que quand je parle ici, je parle de politique. Je continue donc et je vous explique que nous ne sentons pas de rupture dans votre politique ni dans votre discours par rapport à cette situation catastrophique dans laquelle se trouvent nos concitoyens qui sont de jour en jour de plus en plus en difficulté.

Ceci étant, la métropolisation forcée, face à cela, était censée nous apporter une vie meilleure. Et je vous l'ai dit hier, et nous le constatons encore aujourd'hui, nous sommes bien loin de la réalité. Au-delà de cette dilution des responsabilités, de la proximité qui disparaît, en tout état de cause, je note une chose, c'est que la Métropole qui devait générer 47 millions d'attributions de compensations versées par la ville compte tenu des transferts de compétences – c'est ainsi que vous nous l'aviez vendu – ne sont pas au rendez-vous. Et cette logique n'apparaît pas non plus clairement dans les documents que vous nous avez proposés. Moi, je vois une chose, charges de personnel 15 %, charges à caractère général 27 %, cela fait quand même 42 % de charges qui ne bougent pas, en fonctionnement. Quand vous dites qu'il n'y a pas d'augmentation et qu'il y a une augmentation de l'assiette, je pense qu'il y a un double mensonge dans la mesure où le contribuable va payer davantage. Mais nous devrions au moins avoir une baisse de la fiscalité par rapport à ces dotations, elles ne sont pas au rendez-vous non plus.

Il y a une chose que je voulais vous demander puisqu'hier, nous avons parlé de la participation au redressement des finances publiques en milliards d'euros de la part des collectivités territoriales. Et hier, vous nous avez dit que l'on nous demanderait de faire 4,9 milliards d'économies en 2015. Et aujourd'hui, je ne sais pas s'il y a eu une inflation, mais on est à 5,2 milliards. Je souhaiterais donc savoir s'il s'agit de 4,9 milliards ou bien de 5,2 milliards d'euros.

Enfin, dans les dépenses, l'encours de la dette est quand même, pour l'ensemble des budgets, de 972 millions d'euros, c'est-à-dire pratiquement un milliard de dettes. C'est un peu dans la même proportion par rapport au PIB et aux 2 milliards de dettes que nous avons pratiquement dépassés aujourd'hui au niveau national. Ce qui, contrairement à ce que dit Monsieur Lévit, ne nous laisse pas optimistes. Parce que je pense que la croissance, vous le savez parfaitement, ne sera pas au rendez-vous. Que 19,2 années pour le budget annexe transports, c'est quand même en dehors des clous, c'est quand même énorme et que cela ne correspond pas à une gestion saine.

Ensuite, une petite question personnelle à Monsieur Lévit concernant les ATR, les ratios d'administration territoriale de la République. J'ai l'impression qu'il en manque un, c'est le 11, qui est le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal qui est toujours intéressant, puisque justement, vous aviez calculé que sur Montpellier, le contribuable montpellierain en avait encore sous le pied, il pouvait encore cracher de l'impôt. Et là, je ne l'ai vu nulle part. Je vous rappelle quand même que ce coefficient de mobilisation correspond à un rapport entre les produits des contributions directes et le potentiel fiscal qui est mentionné à l'article L2334-5 du Code des collectivités territoriales et que l'on ne saurait déroger à ce ratio.

Deuxième question, si vous pouvez me répondre, elle concerne les taux. Je note quand même que sur la VAE, il y a une augmentation de 2,2 millions d'euros. Sur les taxes commerciales, 300 000 euros, sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, les contribuables vont payer 1,5 million de plus. Je trouve que c'est un très mauvais signe qui est donné, surtout au regard de la situation actuelle.

Enfin, pour l'attribution de compensations de 57 784 591 euros, je ne vois pas comment vous calculez ça par rapport à ce que vous aviez annoncé, dans la mesure où les dotations d'intercommunalité et de compensation des groupements de communes sont amputées de 11 millions d'euros. Donc, ça me semble un peu particulier et j'aurais voulu avoir des éclaircissements là-dessus.

Ceci étant, puisque je vais conclure, sinon vous allez me trouver trop longue, comme d'habitude. Mais je pense que d'avoir une vision différente, c'est quand même toujours plus intéressant. Je pense que cette pseudo-stabilisation des taux d'imposition ne relève pas d'une excellente politique, de communication oui, mais pas réellement par rapport à ce qu'en attendent nos concitoyens. Je pense que ça cache des difficultés que vont rencontrer prochainement nos compatriotes. J'ajoute à ceci, je vous mets en garde, mais Monsieur Valls a encore dans son chapeau une loi sur les logements sociaux, avec une captation de l'Etat qui va s'organiser sur les terrains, notamment privés. Il faut quand même avertir que les gens vont payer de 5 à 10 euros le mètre carré. C'est-à-dire que quand vous aurez un petit terrain et que vous souhaitez le transmettre à vos enfants ou vivre dessus, vous serez, l'année prochaine, sur un terrain de 2 000 mètres carrés, obligés de payer 10 000 à 20 000 euros de taxe. Voilà ce que nous réserve le gouvernement. Ce qui fait qu'au regard de ce budget qui n'est pas à la hauteur de nos espérances, nous nous engageons sur des baisses d'impôts, qui dit baisse d'impôts dit aussi économies. Vous ne développez pas les recettes de façon cohérente et en tout cas saine, dans la mesure où augmenter les recettes, c'est augmenter l'impôt alors que nous devrions augmenter les économies. Donc, moins d'impôts, plus de justice, plus de démocratie, nous ne voterons évidemment pas ce budget primitif qui va à l'encontre de nos engagements par rapport à nos électeurs.

**Monsieur le Président**

Merci, Madame Jamet. Vous n'avez d'yeux que pour Manuel Valls, Madame Jamet.

**Madame JAMET**

Il est un peu au gouvernement, il dirige un peu la France, il s'assoit dessus d'ailleurs et même sur le vote de nos concitoyens.

**Monsieur le Président**

Vous avez raison, c'est un très bel homme.

**Madame JAMET**

Je n'ai pas dit ça, je n'en fais pas une affaire personnelle. J'attends des réponses à mes questions.

**Monsieur le Président**

Je donne la parole à Monsieur Rouilleault.

**Monsieur ROUILLEAULT**

Merci, Monsieur le Président. Je ne ferai pas durer le suspense, je voterai le budget qui nous est présenté. Ceci étant, un peu en bémol par rapport à l'intervention qu'a fait notre collègue de Fabrègues, je pense qu'il faut

avoir conscience du fait que la situation est difficile. C'est un budget qui se tend, mais qui reste sous contrôle. Si on agrège le budget principal et le budget transports – et il faut le faire pour rester à périmètre constant – et si on compare budget primitif et budget primitif – puisque malheureusement nous n'avons pas les chiffres du compte administratif provisoire pour avoir un deuxième point de comparaison – la capacité d'autofinancement augmente de 10 millions d'euros. Elle passe de 77 à 87 millions d'euros. Mais cette amélioration est en partie comptable puisqu'elle tient compte des attributions de compensation des communes. Et puis, il y a là-dedans, 70 % des investissements voirie qui étaient réalisés par les communes.

Donc, la Métropole a un peu plus d'argent, mais devra investir beaucoup plus. Dans les transparents que vous nous avez présentés tout à l'heure, si j'ai bien lu, il y a 32 millions d'investissements liés au changement de compétences et au passage Métropole qui a été opéré. Ainsi, si la capacité de désendettement s'améliore de 10,9 années à 9,9 années, cette amélioration doit être relativisée puisqu'il y a un mieux en recettes, mais il y aura des dépenses d'investissement supplémentaires à faire.

Mon dernier point sera sur la question de la Ligne 5 sur laquelle nous savons tous qu'il y a une très forte attente de nos concitoyens. Je pense que sur le budget transport, il ne devrait pas être très difficile d'intégrer, premièrement, les études sur le trajet alternatif pour éviter la traverser du parc Montcalm, conformément à vos engagements. Et deuxièmement, les études pour voir si, sur certains tronçons, dans un premier temps, nous ne pouvons pas faire d'abord des bus en site propre. De façon à ce que quand les autorités départementales et régionales seront en place, l'on puisse boucler ou ne pas boucler la question du financement.

### **Monsieur le Président**

Je partage totalement votre point de vue sur la Ligne 5, Monsieur Rouilleault. C'est ce que nous n'avons cessé de dire pendant la campagne et qui a été validé très largement par les Montpelliérains. Monsieur Revol.

### **Monsieur REVOL**

Monsieur le Président, chers collègues. Je pense qu'il faudrait que l'on s'organise de manière à ce que le débat d'orientation budgétaire ne soit pas répété une deuxième fois lorsque l'on fait le budget. Il faudrait que tout le monde soit présent au moment du débat d'orientation budgétaire, ce qui nous éviterait de répéter deux fois la même chose. Il s'agit de discuter du budget. Lors du débat précédent, nous avons tous pris conscience, je crois, du fait que la construction d'un budget pour cette collectivité, comme pour chacune de nos communes, était contrainte par le cadre qui nous était fixé. Par exemple, par les dotations globales de fonctionnement qui viennent de l'Etat, par la fiscalité qui dépend de l'Etat, par la base de fiscalité qui dépend de l'Etat. Et que donc, dans ces conditions, nous sommes contraints quand on se met à élaborer le budget à un moment donné et on fait des choix à l'intérieur d'une enveloppe qui nous est contrainte, dès lors que l'on prend la décision de ne pas augmenter les taux d'imposition qui sont de notre responsabilité.

Je dis cela d'autant plus fermement qu'actuellement nous sommes plusieurs ici à boucler notre budget et nous cherchons à la boucler le plus précisément possible au niveau des communes pour ne pas avoir à faire de nombreuses délibérations modificatives en fin d'année et pour être au plus précis et dans la plus grande transparence avec nos concitoyens. Or, à l'heure où je vous parle, plusieurs de nos communes, si ce n'est la totalité, n'ont pas reçu la dotation globale de fonctionnement et tout ça doit être fini pour avril. Donc, tout cela montre quand même que quelque part le fonctionnement de l'Etat méprise la manière dont nos collectivités doivent travailler et ça, c'est un point extrêmement important. Nous en avons parlé lors du débat d'orientation budgétaire, je ne reviendrai donc pas sur cette question.

Je ne reviendrai pas non plus sur la proposition que j'ai faite que nous puissions renégocier les attributions de compensation puisqu'elles sont pour le moment provisoires. Nous travaillons actuellement, les services travaillent sur le sujet et nous aurons l'occasion d'en rediscuter.

Je ne reviens pas non plus sur la Ligne 5 où les choses se sont éclaircies. Elle n'est pas du tout annulée comme l'ont dit certains, elle est reportée et il s'agit aujourd'hui de planifier son application, à condition bien sûr que nous ne soyons pas les seuls à la financer parce que cela serait impossible.

Donc, tout ça, ce sont des éléments que nous avons accumulés dans la réflexion, mais moi je voudrais intervenir ce soir sur un point qui me paraît important. Je voudrais attirer l'attention de tous les conseillers communautaires ici présents sur l'importance du budget de la culture.

Nous avons retenu au bureau de faire une étude sur l'économie de la culture, c'est-à-dire le nombre d'emplois qui, sur la ville de Montpellier et sur la Métropole de Montpellier sont directement liés à l'activité culturelle. Or, aujourd'hui, dans ce pays, depuis quelques mois, commence à se développer un phénomène qui m'inquiète beaucoup, c'est-à-dire la fermeture d'institutions culturelles de proximité, parce que l'on commence par celles qui sont de proximité et ensuite, ce sera les plus grandes qui viennent, car il y a une diminu-

tion du financement culturel aujourd'hui dans ce pays.

Donc, il faut faire attention, au niveau de notre collectivité, à ce que nous maintenions notre effort budgétaire au niveau de toute l'action culturelle. En prenant un critère important qui est le nombre d'emplois générés. Parce que selon l'activité culturelle en question, les emplois générés ne sont pas les mêmes. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier et jusqu'au 1<sup>er</sup> mars, c'est-à-dire sur deux mois, il y a 12 % des théâtres en France qui ont fermé. C'est une proportion qui est dix fois plus importante que 2014. Nous sommes devant un plan social culturel qui est en train de se préparer, ce n'est d'ailleurs pas du tout un plan social puisque les gens en question n'étant pas protégés, il n'y a pas de plan social. Il faudra donc que l'on fasse ce bilan précis au niveau du territoire qui nous concerne pour que nous puissions avoir un effort concerté de notre part pour assurer le maintien de cette activité culturelle qui est l'une des richesses de Montpellier, l'une des richesses de notre Métropole et ça fait son dynamisme. J'attire donc votre attention sur ce point. Et s'il faut finir par une citation, en 1941, les députés conservateurs proposaient à Churchill, en pleine guerre, de faire des économies sur la culture pour pouvoir financer la guerre. Et la réponse de Churchill fut flamboyante « mais alors, pourquoi se bat-on ? » Donc, la culture, c'est très important.

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Revol. Et anticipant votre question, qui est une question importante, je vais vous indiquer, sur les ratios qui me sont proposés, quelle est la place de Montpellier Méditerranée Métropole dans le financement des institutions culturelles et le budget culture. Sont comparées Lille, Toulouse, Bordeaux, Nantes, Strasbourg, Rouen, Rennes et Brest. Pour le fonctionnement, nous sommes premiers. Pour ce qui est de l'investissement sont comparées Rouen, Toulouse, Lille, Bordeaux, Nantes, Strasbourg, Rennes, Montpellier et Brest, nous sommes seconds. Pour le budget total, sur toutes les Métropoles que je viens de citer, nous sommes premiers sur l'investissement et le fonctionnement. Ces tableaux seront à votre disposition.

Je donne la parole à Madame Dardé, première Vice-Présidente de la Métropole.

### **Madame DARDE**

Merci, Monsieur le Président, mes chers collègues. De même que Monsieur Revol souhaitait attirer votre attention sur l'importance de la culture, je voudrais le faire sur l'importance de la politique de la ville. Puisque, peut-être que ça vous a échappé, mais qui désormais est une compétence qui appartient à notre Métropole. Je pense qu'il est important que nous puissions ensemble porter ces objectifs. Cette année, nous sommes dans une année de transition sur la politique de la ville puisque nous construisons le nouveau contrat ville qui doit être un contrat ambitieux et qui doit permettre à nos concitoyens de mieux vivre ensemble sur cette Métropole. Ce nouveau contrat ville, dont nous aurons l'occasion de reparler d'ici la fin du premier semestre, doit être construit pour le mois de juin et désormais, il doit permettre une approche globale. C'est-à-dire que non seulement nous devons rénover l'habitat de nos concitoyens qui sont dans des quartiers dits prioritaires, mais nous devons aussi travailler avec eux sur tout ce qui est cohésion sociale, insertion et accompagnement vers l'emploi. C'est donc une approche globale et une ambition commune que nous devons porter ensemble et j'espère que lors des prochains débats nous pourrions approfondir ce sujet.

Les premiers tableaux que nous avons menés montrent que nous avons aujourd'hui 12 quartiers de Montpellier qui sont concernés par cette approche de quartier prioritaire qui, comme vous le savez, est basé sur un niveau de revenus inférieur au seuil de pauvreté. 12 quartiers de Montpellier qui correspondent environ à 50 000 personnes qui sont concernées par ces difficultés importantes. Je ne dirai pas plus de cette ambition aujourd'hui puisque nous sommes dans une année de transition, nous allons reconduire cette année les crédits d'accompagnement aux associations qui interviennent sur ces quartiers. Mais nous devons construire ensemble une politique de la ville ambitieuse qui soit portée par l'ensemble de la Métropole et l'ensemble des communes de la Métropole. Et j'espère bien que nous serons ensemble ambitieux et solidaires pour permettre à ces concitoyens qui vivent avec nous, à côté de nous, de pouvoir mieux vivre demain. Je crois que c'est un objectif que nous devons porter ensemble dans cette Métropole que nous sommes en train de construire.

### **Monsieur le Président**

Merci, Madame Dardé. Je vais passer la parole à Max Lévitte pour répondre à un certain nombre d'interrogations qui ont été posées par nos collègues élus.

### **Monsieur LEVITA**

J'avoue que je n'ai pas bien compris l'intervention de Madame Jamet, je n'en ai pas très bien compris la cohérence. Madame Jamet souligne l'insuffisance des investissements, je trouve que c'est absolument insensé de dire cela. Un effort particulier a été fait en 2015 où nous avons fait le maximum pour obtenir le niveau le plus important. C'est impossible de faire plus que ce qui a été fait.

Quant au domaine de la dette. La dette est importante, mais il y a peu de Métropoles qui ont quatre lignes de tramway. Il a bien fallu les financer, elles sont financées et donc, ça marche sur la dette aujourd'hui.

Sur la remarque de Madame Jamet concernant le redressement des finances publiques, il se trouve que le chiffre de 11 milliards, 11 n'est pas divisible par 3. Donc, à partir de ce moment-là, ça pose des problèmes si l'on ne veut s'en tenir qu'à une seule décimale. Sur le compte, sur le tableau que vous avez, celui qui a fait le tableau a compté 3,7 la première année, 3,6 la deuxième année et puis le reste, 3,8 la troisième année. Puisque 5,2, c'est  $3,7 + 1,5$ .

Il se trouve que sur les augmentations qui ont été notées par Madame Jamet, nous sommes dans une Métropole qui connaît une augmentation démographique. Et donc, comme il y a une augmentation démographique, il y a une augmentation des bases par elles-mêmes, une augmentation physique. Il y a une augmentation du nombre de personnes qui fréquentent nos différents établissements.

Sur le reste, mon cher collègue, Monsieur Alauzet, je vous remercie de vos félicitations, j'en suis ravi.

Sur la Ligne 5, le Président s'est exprimé. La Ligne 5 n'est pas abandonnée, simplement, vous avez eu droit, lors de la dernière séance, au rapport d'un expert étranger sur l'audit et les prévisions que nous avons à affronter pour les années à venir. Cet audit reste entier. Je ne vois pas, dans les années à venir, de possibilité de changement important de la politique de l'Etat.

Mon collègue Revol a souligné l'importance de la culture, nous sommes tout à fait d'accord avec lui sur ce point. Il est essentiel de savoir pourquoi effectivement nous nous battons et c'est en partie pour ça que nous nous battons.

Je crois que j'ai répondu à toutes les remarques qui avaient été faites.

Sur les bases de la fiscalité, il se trouve que pour une fois, dans l'histoire de ce pays depuis 1945, l'augmentation permise par l'Etat est supérieure à l'inflation. C'est la première fois que cela arrive, nous en profitons. Sur un total de 130 millions, de faire cadeau de 0,9, de diminuer les impôts de 0,9 %, c'est beaucoup trop, ça représente presque 1,2 million d'euros. Cela n'est pas possible dans le budget qui vous est présenté. C'est peut-être dommage, mais malheureusement, en économie,  $1+1$  est égale à 2 et pas à 2,2, ce qui est effectivement dommage.

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Lévit. A mon tour de dire un mot rapide pour remercier d'abord Max Lévit pour le remarquable travail qu'il vous a proposé. Ensuite, pour remercier Christian Fina, Directeur général de la Métropole et de la ville de Montpellier. Remercier tous les services qui ont largement travaillé sur ce dossier. Je voudrais remercier les Vice-Présidents qui ont consenti à un certain nombre de réajustements sur leurs enveloppes afin de rester avec un taux d'imposition qui n'augmente pas.

Je voudrais ensuite vous donner un certain nombre de situations dans les villes et les Métropoles de l'hexagone. Celles qui n'ont pas modifié leur fiscalité : Dunkerque, Alençon, Lille, Nancy, Cherbourg, Montpellier, Nantes, Grenoble, Rouen, Bordeaux, Le Creusot. Celles qui ont augmenté : Arras, Le Mans, Dijon, Brest, Strasbourg, Lyon, Rennes, Toulouse. Nous avons donc conçu un budget honnête, réaliste, pragmatique, qui tient compte de la situation et qui répond aux engagements que nous avons tenus par la non-augmentation du taux d'imposition.

Ensuite, je voudrais répondre à Madame Jamet sur les mutualisations parce qu'elle a posé un sujet sur lequel nous ne pouvons rester coi. Les mutualisations, nous allons les poursuivre. Le poste de Directeur général des services ville et Métropole est déjà mutualisé. Celui de directeur de cabinet, en l'occurrence Monsieur Fabrice Manuel qui prendra ses fonctions début mai, est également mutualisé ville et Métropole. Le service de la communication sera mutualisé, le service de la culture et celui du protocole le seront tout autant. Et nous avons, hier, passé en Conseil municipal la mutualisation de Madame Namdar, chef de cabinet à la ville et à la Métropole. Nous procédons doucement, mais nous avançons.

Je vais donc mettre aux voix le premier budget de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole. Qui est contre ? 2 contre. Qui s'abstient ? 4 abstentions. Le budget est adopté.

### **AFFAIRE N°7 : FINANCES – AFFECTATION DES SUBVENTIONS – BUDGET PRIMITIF 2015 – ADOPTION**

#### **Monsieur le Président**

Je souhaiterais apporter un certain nombre de modifications à l'affaire 7.

Concernant le Montpellier rugby club féminin, en fonctionnement 10 000 euros. C'est une subvention.

Mission bande dessinée en Languedoc-Roussillon, une subvention de 5 000 euros.

Sur la Maison de l'architecture, ce n'est pas 4 000 euros qu'il faut lire, mais 2 000 euros, parce qu'il y a 2 000



à la ville.

Pour Murviel-lès-Montpellier, la subvention de catastrophe naturelle est de 3 490 euros.

Concernant l'association de promotion des flux touristiques et économiques, je vous propose de retirer cette affaire qui est aujourd'hui en cours de traitement par la Cour des comptes, jusqu'à une prochaine séance. Je ne vous dis pas que nous l'annulerons, mais je veux des explications. Et si je n'ai pas d'explication qui dit clairement que ce fonctionnement-là est compatible avec les lois du pays, nous la retirerons définitivement. Si ce n'est pas le cas, nous la ferons passer à une autre séance du Conseil de Métropole, puisque les chambres régionales de Franche-Comté et de Bourgogne ont participé au rapport national de la Cour des comptes sur ces subventions.

Avez-vous des questions ? Madame Jamet. Monsieur Martin.

**Madame JAMET**

C'est simplement parce que vous ne m'avez pas redonné la parole et vous n'avez pas répondu à toutes mes questions. Alors, j'ai peut-être été trop vite, je réitère. Comment se fait-il que la ligne 11 du ratio ATR administration territoriale de la République, c'est-à-dire le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal qui est obligatoire dans un budget primitif ne soit pas inscrite ? Quel est son montant conformément au décret et à l'article R2313-2 du Code général des impôts ?

**Monsieur le Président**

Madame Jamet, il faudrait un énarque pour répondre à cette question.

**Madame JAMET**

Non, il suffit d'être un bon économiste et je fais confiance à Monsieur Lévida. Vous ne pouvez pas présenter un budget sans la ligne 11 ATR, c'est une règle de base, même moi je la connais.

**Monsieur le Président**

Je suis un petit arracheur de dents de faubourg, je ne suis pas énarque. Je n'ai pas fait la grande école de l'administration.

**Madame JAMET**

Je m'adresse à Monsieur Lévida. C'est obligatoire.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix l'affaire 7. Pardon, Monsieur Martin.

**Monsieur MARTIN**

Juste pour dire « ouf » en quelque sorte, parce que je m'étais exprimé, l'année dernière, lors des précédents votes sur les subventions aux compagnies low cost en disant que je vous faisais une fois de plus mon argumentaire habituel et que je vous en dispenserais à l'avenir parce que je voyais bien que je donnais des coups d'épée dans l'eau. Et il se trouve qu'effectivement, j'ai été contacté il y a une semaine ou dix jours, par l'association Anticor qui est en train d'étudier cette question de très près. Je sais qu'ils vous ont écrit pour vous demander le report de ce vote sur cette subvention-là en attendant d'y voir plus clair sur la situation à la fois de l'association, du côté réglementaire de ces subventions. Parce qu'il est vrai que cela représente des sommes phénoménales. Rien qu'entre 2010 et 2013, sur quatre ans, c'est 7,5 millions d'euros d'argent public qui est versé à cette association et immédiatement reversé à ces compagnies, dont plus des trois quarts simplement pour Ryanair. C'est-à-dire à une société de service marketing filiale de Ryanair qui est située dans l'île de Man, c'est-à-dire un paradis fiscal. J'arrête là l'argumentation pour montrer qu'effectivement il y a un flou. Donc, je dis « ouf » parce que finalement, quand j'étais le seul à voter contre cette subvention en expliquant qu'il se passait des choses pas claires derrière, je n'étais pas très entendu et j'ai eu le renfort de l'association Anticor. Donc, enfin, il y a un report là-dessus et je pense que la Cour des comptes éclairera le débat qui nous permettra de prendre les bonnes décisions à l'avenir. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Monsieur Martin, vous avez raison, quand c'est flou, comme dit Madame Martine Aubry, c'est qu'il y a un loup.

**Monsieur MARTIN**

Je ne vais pas paraphraser Martine Aubry, mais effectivement, j'ai peur qu'il y ait un loup aux dents très longues dans cette affaire-là.

**Monsieur le Président**

Le problème, c'est que j'ai été induit en erreur pendant des années, Monsieur Martin.

**Monsieur MARTIN**

Je pense d'ailleurs qu'il n'y a pas qu'un loup, je pense qu'il y a peut-être des loups avec les dents un peu longues sur cette affaire-là. Mais encore une fois, les informations que j'ai pu avoir au fil du temps étaient un peu limitées parce que dès que j'arrivais quelque part, j'aime mieux vous dire que les portes se fermaient. L'association Anticor a visiblement des moyens dont je n'arrivais pas à disposer. Donc, enfin cette question-là avance, de mon point de vue, dans le bon sens tant mieux. J'espère que la conclusion ira vraiment dans le bon sens.

**Monsieur le Président**

Monsieur Martin, vous comprenez, j'ai été longtemps dans le doute.

**Monsieur MARTIN**

Vous auriez dû m'écouter à l'époque, ça vous aurait enlevé ces doutes.

**Monsieur le Président**

Mais c'est à cause de ça le doute.

**Monsieur MARTIN**

Je retiens cette leçon-là, vous ne m'écoutez pas assez.

**Monsieur le Président**

Monsieur Martin, le doute venait de là et je vais vous expliquer pourquoi. Parce que les communistes du Conseil Départemental auquel vous apparteniez, avec Monsieur Liberti en tête, couleur politique qui est la vôtre, ont toujours voté les low cost au Conseil Départemental. Vous comprenez donc le doute que j'avais. Maintenant qu'Anticor a éclairé mon esprit, j'ai pris la bonne décision. Avec vous, j'étais dans le doute, parce qu'au Conseil Départemental vous votiez pour et à la Métropole, vous votiez contre. Donc, comprenez-moi, mettez-vous à la place d'un petit artisan de banlieue.

**Monsieur MARTIN**

Je ne dis pas que vous auriez dû écouter le groupe communiste, je dis que vous auriez dû m'écouter. Et je retiens la leçon que vous devriez m'écouter plus souvent, nous sommes d'accord là-dessus. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Je vais vous dire qui ne prend pas part au vote.

Chapitre 930 : ne prennent pas part au vote : Madame Touzard, Monsieur Meunier, Monsieur Bonnal, Madame Bueno, Monsieur Cousquer, Monsieur Revol, Madame Pérez, Madame Miralles, Madame Lloret, Monsieur Revol, Madame Gianiel, Monsieur Pellet, Monsieur Balazun, Monsieur Meissonnier, Monsieur Breysse, Madame Galabrun-Boulbes, Monsieur Moynier, Monsieur Savy, Monsieur Castre, Monsieur Raymond.

Chapitre 933 : ne prennent pas part au vote : Monsieur Travier, Monsieur Cousquer, Monsieur Cour, Monsieur Barral, Madame Lévy-Rameau, Madame Marsala, Madame Bodkin, Madame Bueno, Monsieur Savy, Madame Galabrun-Boulbes, Monsieur Caizergues, Madame Miralles et Madame Dardé.

Chapitre 935 : ne prennent pas part au vote : Madame Jannin, Madame Touzard, Monsieur Meunier, Madame Gianiel, Monsieur Ségura, Monsieur Saurel, Madame Dardé, Madame Lévy-Rameau, Monsieur Cotte, Monsieur Revol, Madame Yague, Monsieur Krzyzanski, Madame Bouallaga.

Chapitre 936 : ne prennent pas part au vote : Madame Marion, Monsieur Saurel, Monsieur Domergue, Monsieur Penso, Monsieur Lévi, Monsieur Cousquer, Madame Touzard, Monsieur Meunier, Monsieur Pastor, Madame Guiraud, Madame Miralles, Madame Dardé, Monsieur Rico, Madame Marion.

Chapitre 937 : ne prennent pas part au vote : Monsieur Travier, Monsieur Castre, Madame Miralles, Monsieur Cotte, Madame Lévy-Rameau, Monsieur Savy.

Chapitre 938 : ne prennent pas part au vote : Madame Gianiel, Monsieur Jaoul, Monsieur El Kandoussi, Monsieur Meissonnier, Madame Jannin, Monsieur Bonnal, Madame Donada, Monsieur Audrin, Monsieur Moynier, Monsieur Lussert, Monsieur Grand et Monsieur Ségura.

Chapitre 903 : ne prennent pas part au vote : Madame Marsala, Madame Touzard, Madame Galabrun-Boulbes, Monsieur Breysse, Monsieur Travier, Monsieur Barral, Monsieur Caizergues et Madame Hart.

Chapitre 906 : ne prennent pas part au vote : Madame Marion, Monsieur Lévit, Monsieur Meunier, Monsieur Dewintre.

Et enfin, budget annexe transports, ne prennent pas part au vote : Madame Miralles et Madame Dardé.

Je mets aux voix l'affaire 7. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adopté à l'unanimité. Merci à tous.

#### **AFFAIRE N°8 : FINANCES – ORGANISMES EXTERIEUR – ASSOCIATION DES COMMUNAUTÉS URBAINES DE FRANCE – ADHESION 2015 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications auprès de Monsieur Lévit ? Monsieur Revol.

**Monsieur REVOL**

Je vous informe que cette association va fusionner avec l'association des grandes villes de France, dont nous sommes déjà membres. Donc, au 1<sup>er</sup> janvier 2016, il n'y en aura plus qu'une. Ce serait donc bien de se renseigner pour savoir si nous ne sortons pas 43 000 euros pour un an seulement.

**Monsieur le Président**

Nous nous sommes retirés de l'AGVF. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

#### **AFFAIRE N°9 : FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT EN LIEN AVEC LE BUDGET PRIMITIF 2015 – NOUVELLE OPERATION - REVISION – CLOTURES – MODIFICATIONS – ADOPTION**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications auprès de Max Lévit ? Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

#### **AFFAIRE N°10 : FINANCES – M57 ET M43 – AMORTISSEMENT – SEUIL ET DUREE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications auprès de Max Lévit ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

#### **AFFAIRE N°11 : FINANCES – M57 – MOUVEMENTS DE CREDITS DE CHAPITRE A CHAPITRE – AUTORISATION**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

#### **AFFAIRE N°12 : FINANCES – FISCALITE DIRECTE – TAUX ET PRODUITS 2015 – ADOPTION**

**Monsieur le Président**

Le pourcentage d'augmentation égale à zéro. Qui est contre ? 2 contre. Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité moins 2 voix.

#### **AFFAIRE N°13 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – SYNDICAT HERAULT ENERGIE – ELECTION**

**Monsieur le Président**

Je vous propose la liste suivante :

Membres titulaires :

Monsieur Jaoul,

Madame Galabrun-Boulbes,

Madame Marion,

Madame Jannin,

Madame Guiraud,

Monsieur Meissonnier.

Membres suppléants :  
Madame Lloret,  
Madame Illaire,  
Monsieur Bonnal,  
Madame Donada,  
Monsieur Teissier et  
Monsieur Burel, conseiller municipal de Clapiers.  
Monsieur Teissier étant adjoint au maire de Cournonterral.

Y a-t-il d'autres candidatures ? Pas d'autre candidature. Si vous êtes d'accord, vous mettez 1 sur l'enveloppe.

Madame Bodkin et Monsieur Abert à la table de dépouillement.

Pendant que les opérations de vote se déroulent, nous poursuivons la séance.

À l'issue du scrutin, les résultats du vote sont les suivants :

Présents : **89**.

Votants : **85**.

Bulletins nuls : **3**.

Suffrage exprimé : **79**.

Majorité absolue : **40**.

La liste est élue.

#### **AFFAIRE N°14 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – MODIFICATION DE LA CONVENTION TYPE DE FINANCEMENT DES PROJETS DE MATURATION DE LA SATT AXLR – APPROBATION**

##### **Monsieur le Président**

Souhaitez-vous des explications particulières auprès de la Vice-Présidente déléguée, Madame Marion Chantal ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté à l'unanimité des exprimés.

#### **AFFAIRE N°15 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – SOUTIEN A LA MISE EN PLACE D'UNE FILIERE LOCALE DEDIEE A L'ECO-CONSTRUCTION – AUTORISATIONS DE SIGNATURE DES CONVENTIONS ET AVENANTS REALISES ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ETAT DANS LE CADRE DU PLAN LOCAL DE REDYNAMISATION DE MONTPELLIER (PLR 2011-2014)**

##### **Monsieur le Président**

C'est ce qu'expliquait Madame Marion tout à l'heure. Qui veut des explications supplémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

#### **AFFAIRE N°16 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE**

##### **Monsieur le Président**

Tout est dans la délibération. Avez-vous des explications complémentaires à demander à Chantal Marion, Vice-Présidente ? Monsieur Lévit, Madame Marion, moi-même et Monsieur Domergue ne votons pas. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté à l'unanimité des exprimés.

#### **AFFAIRE N°17 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ASSOCIATION EUROMEDITERRANEE POUR LE TRAVAIL ET LES ECHANGES (AETE) – CONVENTION RELATIVE A L'AIDE A LA CREATION D'ACTIVITES – PERMANENCES DE PROXIMITE – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

##### **Monsieur le Président**

Qui veut des explications auprès de Chantal Marion ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

**AFFAIRE N°18 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – SECTEUR DE LA MOGERE – PROJET DE DEVIATION DE LA CANALISATION VESTRIC MONTPELLIER DN150 A MONTPELLIER – MAS ROUGE PRESENTE PAR GRTGAZ – AVIS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès de Stéphanie Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté à l'unanimité des exprimés.

**AFFAIRE N°19 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION N°3 DU PLU DE CASTRIES – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications auprès de Stéphanie Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté à l'unanimité des exprimés.

**AFFAIRE N°20 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – CHARTE DE GOUVERNANCE DU PLAN LOCAL D'URBANISME – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Cette affaire a été retirée.

**AFFAIRE N°21 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 49 LOGEMENTS SOCIAUX A SAINT JEAN DE VEDAS ET A MONTPELLIER – ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'OPH DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès de Monsieur Ségura, Vice-Président ? Madame Illaire, Madame Lévy-Rameau, Monsieur Cotte, Madame Miralles, Monsieur El Kandoussi, Monsieur Castre, Monsieur Savy et Monsieur Travier ne prennent pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

**AFFAIRE N°22 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 90 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « ATHENA » - ZAC VIA DOMITIA AU CRES – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications complémentaires auprès de Monsieur Ségura ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

**AFFAIRE N°23 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 40 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « UNDERGROUND » - LOTISSEMENT « URBAN PARK » A LATTES – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications auprès de Monsieur Ségura ? Monsieur Ségura et Monsieur Pellet ne prennent pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

**AFFAIRE N°24 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE « SAN'T AGATHA » - 586 AVENUE DU VAL MONTFERRAND A MONTPELLIER – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM PROMOLOGIS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès de Noël Ségura, rapporteur, maire de Villeneuve-Lès-Maguelone ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

**AFFAIRE N°25 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 40 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « SAINT-ROCH » - RUE DU MOULIN DES 7 CANS A MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA PROMOLOGIS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l’unanimité.

**AFFAIRE N°26 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 15 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE « LE COLORADOR » - 60 RUE DES PATTES A JUVIGNAC – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM PROMOLOGIS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l’unanimité.

**AFFAIRE N°27 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 11 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE « LE MAN RAY » - 1 292 AVENUE DES PLATANES A LATTES – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM PROMOLOGIS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications à Noël Ségura ? Personne. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l’unanimité.

**AFFAIRE N°28 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION – RESIDENCE « LEZIN ART » A MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM SFHE / GROUPE ARCADE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications ? En sachant que Monsieur Ségura ne prend pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

**AFFAIRE N°29 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 32 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LE DEVES » - LIEUDIT « FOUR DE LA CAUX » A PIGNAN – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM IMMOBILIERE MEDITERRANEE – CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l’unanimité.

**AFFAIRE N°30 : LOGEMENT – OPERATION PROGRAMMEE D’AMELIORATION DE L’HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 – QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSE – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE TROIS LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Demandes d’explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté à l’unanimité des exprimés.

**AFFAIRE N°31 : LOGEMENT – OPERATION « RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE » 2013-2016 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE QUARANTE-QUATRE LOGEMENTS – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès de Noël Ségura ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté à l’unanimité des exprimés.

**AFFAIRE N°32 : LOGEMENT – PROJET DE RENOVATION URBAINE DE MONTPELLIER – QUARTIER CEVENNES – PLAN DE SAUVEGARDE DU PETIT BARD – ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA REHABILITATION D’UN LOGEMENT – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

**AFFAIRE N°33 : COHESION SOCIALE – PASSERELLES-INSERTION – CONVENTION RELATIVE AU CHANTIER D'INSERTION MECANIQUE ET AIDE A LA MOBILITE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès de Catherine Dardé, Vice-Présidente ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

**AFFAIRE N°34 : COHESION SOCIALE – INFORMATIQUE PLUS – CONVENTION RELATIVE AU CHANTIER D'INSERTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès de Catherine Dardé ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

**AFFAIRE N°35 : ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE – MARCHE DE MAINTENANCE, ENTRETIEN ET DEPANNAGE DES EQUIPEMENTS DE PRODUCTION DE FROID – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET DE SIGNER LA CONVENTION ET LE MARCHE**

**Monsieur le Président**

Madame Titina Dasylva.

**Madame DASYLVA**

Monsieur le Président, mesdames et messieurs les élus. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003, les services de la ville de Montpellier assurent par convention l'entretien et la maintenance des équipements climatiques des bâtiments transférés à la Métropole. Le 1<sup>er</sup> janvier 2008, cette convention a été étendue à une partie de son patrimoine propre. La maintenance, l'entretien et le dépannage des équipements de production de froid sont confiés, par le service Energie de la vie de Montpellier, à un prestataire de service. Ce contrat comprend une partie de maintenance préventive qui est incluse dans les prestations couvertes par la convention entre les deux collectivités et une partie maintenance curative et travaux de dépannage qui en sont exclus.

Afin d'accroître la réactivité en cas de panne et d'optimiser la maintenance des équipements de production de froid, il apparaît pertinent que la ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole disposent du même prestataire pour réaliser la maintenance préventive d'une part et la maintenance curative d'autre part.

Il est donc proposé d'établir un groupement de commandes public entre les deux collectivités selon la convention annexée à la présente délibération. La commune de Montpellier est proposée coordonnatrice du groupement et sa commission d'appel d'offres sera celle du groupement. L'objectif du marché à procédure adaptée est la conclusion d'un marché à bon de commande d'une durée initiale de six mois qui débutera au plus tôt le 11 juillet 2015 jusqu'au 31 décembre 2015 et sera reconductible deux fois, par période d'un an, pour les années 2016 et 2017. La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un marché à procédure adaptée, conformément aux articles 28 et 77 du Code des marchés publics, d'un montant minimum strictement inférieur à 207 000 euros hors taxes, période de reconduction éventuelle comprise.

Ce marché se compose d'un lot unique. Les montants estimatifs annuels sont les suivants : Pour la commune de Montpellier, le montant estimé est de 21 000 euros hors taxes par an, pour Montpellier Méditerranée Métropole, le montant estimé est de 8 000 euros hors taxes par an. Le marché sera notifié et signé par la commune de Montpellier, au nom du groupement, pour une durée de six mois, et renouvelé tacitement pour deux périodes d'un an maximum.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir autoriser la constitution du groupement de commandes entre la ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole. Autoriser la signature des marchés avec les candidats retenus par la commission d'appel d'offres à l'issue de la période de consultation. Dire que les crédits sont inscrits au budget de la Métropole. Autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents relatifs à cette affaire et à prendre toute décision concernant l'exécution de ce marché, y compris son éventuelle résiliation.

Il est demandé au Conseil de Métropole de bien vouloir délibérer. Merci.

**Monsieur le Président**

Merci, Madame Dasylyva pour cet exposé très clair. Qui souhaite des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté à l'unanimité des exprimés.

**AFFAIRE N°36 : CULTURE – CONVENTION DE DOUBLE DELIVRANCE DE DIPLOME ENTRE L'UNIVERSITE PAUL VALERY MONTPELLIER ET LE CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL – LICENCE MUSICIEN INTERPRETE – PROLONGATION ET ACTUALISATION DU DISPOSITIF – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Monsieur Travier.

**Monsieur TRAVIER**

Monsieur le Président, chers collègues. Il existe depuis plusieurs années des conventions qui sont passées entre l'université et le conservatoire de façon à professionnaliser au mieux des intérêts de nos étudiants les enseignements qui leur sont dispensés.

La convention qui nous unit à l'université arrive à son terme et il est proposé au Conseil de renouveler cette convention. En précisant qu'à l'origine, cette convention était prévue pour les disciplines corde et clavier et la nouvelle convention intégrera désormais toutes les disciplines qui sont enseignées au conservatoire à rayonnement régional.

Je précise, pour couper court à toute discussion, que le conservatoire à rayonnement régional est en train de procéder au rayonnement de son label, mais qu'il a été retardé, dans ses opérations, par l'inertie de l'Etat qui a duré plusieurs mois. Je dois dire aussi que nous essuyons bon nombre de critiques, depuis plusieurs mois, en matière culturelle, qui sont parfaitement injustifiées. Et notamment dans le domaine de la musique puisque l'Etat ne financera plus à hauteur d'un seul euro le conservatoire à rayonnement régional. Je pense que de temps en temps, il faut le rappeler, parce que beaucoup ont pris l'habitude de venir taper exclusivement à notre porte, notamment dans les semaines qui précèdent certaines élections.

Donc, je leur ai rappelé et il me paraît utile de le dire ici pour que nos collègues le sachent.

**Monsieur le Président**

Vous avez raison de préciser ça, Monsieur Travier, parce que non seulement nous n'avons pas un sou de l'Etat pour le conservatoire régional, mais nous n'avons pas non plus un sou de la Région, alors que c'est un conservatoire régional.

**Monsieur TRAVIER**

Quant au conseil Départemental, il a mis en place un schéma, il a imposé bon nombre d'obligations aux communes. Lorsque les communes sont parvenues à niveau, le département s'est retiré et ne leur a plus rien versé. Alors là aussi, je crois que de temps en temps il faut être clair.

**Monsieur le Président**

De l'utilité d'une convention précise entre les institutions. Je mets aux voix l'affaire 36. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

**AFFAIRE N°37 : CULTURE – MUSEE FABRE – SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA, MUSEE HENRI PRADES – ADAPTATION DES TARIFS – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Qui souhaite des explications auprès de Bernard Travier ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

**AFFAIRE N°38 : CULTURE – SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA-MUSEE HENRI PRADES – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE CNRS – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je rappelle que le CNRS a plusieurs équipes sur le site depuis plusieurs années et qu'ils font un travail remarquable. Qui souhaite des explications particulières sur ce dossier ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.



**AFFAIRE N°39 : CULTURE – SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA-MUSEE HENRI PRADES – CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LE FINANCEMENT DES FOUILLES ARCHEOLOGIQUES 2015 SUR LES SITES DE LATTARA (LATTES) ET DU CASTELLAS (MURVIEL-LES-MONTPELLIER) – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui souhaite des explications auprès de Bernard Travier ? Ça concerne Latte et Murviel. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté à l'unanimité des exprimés.

**AFFAIRE N°40 : CULTURE – CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE L'AGORA DE LA DANSE AVEC LES ASSOCIATIONS MONTPELLIER DANSE ET CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL DE MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Dites-nous un petit mot, Monsieur Travier ?

**Monsieur TRAVIER**

Monsieur le Président, chers collègues. Vous savez que le Code général de la propriété des personnes publiques nous impose d'une part de signer des conventions avec les occupants des lieux qui relèvent de notre compétence et ensuite de fixer une redevance. Le 27 novembre 2014, le Conseil de communauté a approuvé la signature d'une convention d'occupation pour l'Agora de la danse. Quelle est l'économie générale de cette convention ? Elle définit les obligations des parties. Nous refacturons désormais les charges, à partir de 2014, ceci avait prêté à discussion, mais il n'y a pas lieu, elles seront payées en 2015. Ces charges concernent l'eau, le gaz, l'électricité, les fluides en général. Par ailleurs, une redevance fixe a été calculée et qui figure maintenant dans les comptes des occupants. Cette redevance a été calculée en fonction des investissements de la communauté sur les dix dernières années amorties sur 50 ans. Soit, pour l'association Montpellier danse, 164 000 euros et pour le centre chorégraphique national, 96 000 euros. Mais c'est une mise à disposition gratuite dans un premier temps et valorisée dans la subvention.

Il faut donc conclure une nouvelle convention dont la date butoir sera le 30 septembre 2016.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Travier. Qui souhaite des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

**AFFAIRE N°41 : CULTURE – MUSEE FABRE – CONVENTION DE COLLABORATION SCIENTIFIQUE AVEC L'INSTITUT NATIONAL DU PATRIMOINE DANS LE CADRE DE L'EXPOSITION L'ART A NAPLES, UN SIECLE D'OR – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès de Bernard Travier ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

**AFFAIRE N°42 : CULTURE – PLANETARIUM GALILEE – SPECTACLE « SOLAR SUPERSTORMS » - CONTRAT DE LICENCE AVEC LA SOCIETE SPITZ INC. – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications sur les super tempêtes ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

**AFFAIRE N°43 : CULTURE – CENTRE D'ART CONTEMPORAIN – ANCIEN MUSEE DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE ET DE L'ALGERIE – MARCHE N°2623DC11 DE MAITRISE D'ŒUVRE PARTIELLE BATIMENT – AVENANT N°2 – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Voilà les délibérations, il y en a deux comme cela, qui clôturent les anciens marchés et qui vont déboucher sur une mise en forme pour construire le centre d'art contemporain de l'architecture intérieure du lieu qui est loin d'être terminée. C'est pour ça que nous avons pu le réorienter. Et je remercie Bernard Travier pour les visites qu'il a faites sur le site et pour tout le travail qui est fait avec les services. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

**AFFAIRE N°44 : CULTURE – CENTRE D’ART CONTEMPORAIN – ANCIEN MUSEE DE L’HISTOIRE DE LA FRANCE ET DE L’ALGERIE – AVENANTS AUX MARCHES DE TRAVAUX N°2183DC09 LOTS N°4, 5, 7, 9A, 9B, 10, 11, N°3131DC12 LOTS N°6, 8, 12, 14, N°3315DC13 LOTS N°4A ET 5A, N°3510DC13 ET N°3514DC13 – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

C’est la même chose. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

**AFFAIRE N°45 : CULTURE – FONDS D’AIDE A LA DIFFUSION THEATRALE - ELABORATION DE CRITERES D’ATTRIBUTION - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès de Bernard Travier ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté.

**AFFAIRE N°46 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – FONDS SPECIAL SPORTS - SUBVENTIONS – ATTRIBUTION**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès de Jean-Luc Meissonnier, Vice-Président ? Pas d’explication. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l’unanimité.

**AFFAIRE N°47 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – PISCINE OLYMPIQUE D’ANTIGONE – MARCHE N°3759DS14 DE NETTOYAGE DES FACADES DE LA PISCINE OLYMPIQUE D’ANTIGONE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l’unanimité.

**AFFAIRE N°48 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – CHAMPIONNAT DU MONDE DE HANDBALL MASCULIN 2017 – CONVENTION D’ACCUEIL SUR LE TERRITOIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Jean-Luc Meissonnier.

**Monsieur MEISSONNIER**

Monsieur le Président, chers collègues. Il s’agit de se positionner pour accueillir, du 12 au 29 janvier, le championnat du monde en 2017 de handball. Vous savez que nous pourrions accueillir deux 8<sup>es</sup> de finale et un quart de finale entre le 21 et le 24 janvier 2017. Il nous est donc proposé de participer pour un montant global de 115 000 euros avec une première somme de 50 000 euros pour entrer dans la convention d’accueil.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Meissonnier. Qui demande des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l’unanimité.

**AFFAIRE N°49 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – ADHESION A L’ASSOCIATION NATIONALE DES ELUS EN CHARGE DU SPORT (ANDES ) - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Qui demande des précisions ? Monsieur Meunier.

**Monsieur MEUNIER**

Président, ce n’est pas sur cette affaire-là, mais comme nous finissons le sport par cette affaire-là, je prends la parole. Il y a samedi Lattes-Montpellier/Bourges en basket féminin, soyez gentils, prévenez-nous si vous voulez venir parce que ça va être complet et dans les dernières heures, on a du mal à vous placer correctement dans la salle. Merci beaucoup de nous prévenir auprès du club du BLMA.

**Monsieur le Président**

Merci de votre invitation, Monsieur le Maire de Lattes, Vice-Président.

**Monsieur MEUNIER**

Madame Jamet, tous les conseillers de Montpellier Méditerranée Métropole sont en permanence invités au basket féminin, vous inclus. J'en serais ravi et je reverrai votre chien qui est adorable et que j'ai croisé au maquillage de FR3. Il a été un tout petit peu plus affectueux que vous, mais c'est vrai qu'il est très sympa.

**Monsieur le Président**

Je voudrais m'excuser, Monsieur Meunier, pour mon absence samedi, je serais venu avec grand plaisir, mais voyez-vous, je serai à Toulouse où j'ai été convié très gentiment par les associations occitanes, Pais Nostre qui fait un grand raout à 14 heures 30, sur le nom de la future Région, son périmètre, ses traditions. Et juste après, j'enclenche avec un rendez-vous avec le maire de Toulouse, mon très cher collègue, Jean-Luc Moudenc. J'arriverai donc assez tard et juste pour voir jouer le match Montpellier/Bastia à la Mosson.

**Monsieur MEUNIER**

Monsieur le Président, vous pourrez vous rattraper, ainsi que tout le monde, si vous ne venez pas samedi, tout simplement parce que vous pouvez aller à Paris voir la finale de la Coupe de France où l'équipe du BLMA va rencontrer Bourges. Nous avons les demi-finales ici du championnat. Nous espérons passer la demi-finale, comme d'habitude et en finale, comme d'habitude et malheureusement ou heureusement pour le spectacle, nous rencontrerons encore Bourges trois fois. Vous avez donc largement le temps de vous préparer à venir voir ces matchs exceptionnels qui opposent les deux meilleures équipes de France et deux des meilleures équipes d'Europe, Bourges et Lattes-Montpellier. En se rappelant que Jacques Cœur était le commerçant de Bourges et que ses entrepôts et son port étaient Lattes. Comme quoi l'histoire marque bien les choses.

**Monsieur le Président**

Et c'est pour ça que votre théâtre porte son nom. Je mets aux voix l'affaire 49. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

**AFFAIRE N°50 : RESSOURCES HUMAINES – AVENANT N°1 A LA CONVENTION FINANCIERE 2015 AVEC LE COMITE D'ACTION SOCIALE SPORTIVE ET CULTURELLE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION****Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès de Monsieur Bonnal, rapporteur, Vice-Président ? Il y en a beaucoup qui ne votent pas parce qu'ils sont membres du CASSC. Madame Touzard, Madame Lloret, Madame Pérez, Madame Miralles, Madame Gianiel, Madame Buono, Madame Galabrun-Boulbes, Monsieur Castre, Monsieur Bonnal, Monsieur Pellet, Monsieur Meissonnier, Monsieur Breysse, Monsieur Raymond, Monsieur Savy, Monsieur Balazun, Monsieur Revol, Monsieur Cousquer, Monsieur Moynier.

Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

**AFFAIRE N°51 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS****Monsieur le Président**

Monsieur Bonnal.

**Monsieur BONNAL**

Il y a peu de choses. Quelques créations de postes. Simplement, au niveau de la French Tech et de l'évolution du SCOT évidemment, nous allons y entrer de plein fer. Les créations de postes à la CAP qui se tiendra la semaine prochaine. Deux agents de maîtrise, un technicien, un attaché et un ingénieur, ça ne va pas chercher loin. Et puis une série de transformations de postes au tableau des effectifs en fonction des évolutions de la Métropole.

Si vous le permettez, Monsieur le Président, je voudrais dire un mot suite à votre intervention sur les frais de fonctionnement. Sur les dépenses de fonctionnement, on sort d'une campagne électorale où personnellement, pendant des semaines et des semaines, j'ai entendu qu'il y avait trop de fonctionnaires. Je vous pose la question, au niveau de la Métropole, venez à la commission ressources humaines et dites-nous, dites-moi où est-ce que l'on doit supprimer des postes de fonctionnaires dans la Métropole. Et si vous me convainquez, je défendrai cette affaire-là devant l'assemblée. Mais arrêtons de dire qu'il y a trop de fonctionnaires sans dire précisément où il y a trop de fonctionnaires. Dites-moi où, dans les stades, dans les piscines, dans les médiathèques, dans les services ? Arrêtez de casser du sucre sur le personnel des collectivités sans dire vraiment où il faut trancher.

**Monsieur le Président**

Vous avez raison, Monsieur Bonnal. Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

**AFFAIRE N°52 : RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – VILLE DE MONTPELLIER – SERVICE COMMUN DE DIRECTION DE CABINET – CONVENTION – MODIFICATION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

**Monsieur BOUMAAZ**

Qui dit mutualisation, dit économies. Or, quand l'on regarde le budget primitif, on voit une augmentation de la masse salariale. On se pose donc des questions sur la création ? Nous ne sommes pas contre les salariés, nous ne sommes pas contre les employés, mais nous ne sommes pas dans certaines commissions, nous ne savons pas ce qui se passe exactement et on essaie d'être cohérents. Si nous sommes contre le budget primitif, nous ne pouvons être que contre la modification des tableaux des effectifs. Alors nous, par rapport à d'autres personnes ou d'autres groupes politiques, nous essayons d'avoir une cohérence politique. Ce sera tout.

**Monsieur le Président**

C'est une explication qui est un peu tirée par les cheveux. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

**Monsieur BONNAL**

Je vous rappelle que je vous ai répondu que pour cette commission, je vous ai dit que votre employeur doit vous accorder des congés exceptionnels pour venir en commission.

**AFFAIRE N°53 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES - REPRESENTANTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AU SEIN DE LA COMMISSION PREFECTORALE DE SUIVI DE SITE DE L'UNITE DE METHANISATION AMETYST – DESIGNATION**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications auprès de Cyril Meunier, Vice-Président ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

Comme représentants de Montpellier Méditerranée Métropole, je propose Cyril Meunier, titulaire et Madame Isabelle Touzard, suppléante. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adopté à l'unanimité.

**AFFAIRE N°54 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – GESTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES – MARCHE 3801GD14 RELATIF AU TRAITEMENT DES DECHETS INERTES ISSUS DES DECHETERIES DE LA METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications ou des précisions auprès de Cyril Meunier ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté à l'unanimité des exprimés.

**AFFAIRE N°55 : TRANSPORTS ET MOBILITE – AVENANT N°7 A LA CONVENTION POUR LA GESTION DU SERVICE DES TRANSPORTS PUBLICS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Ne prennent pas part au vote Monsieur El Kandoussi, Monsieur Cousquer, Monsieur Savy, Monsieur Rico et Madame Miralles. Qui demande des explications auprès d'Isabelle Gianiel ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté à l'unanimité des exprimés. Madame Gianiel.

**Madame GIANIEL**

Cet avenant n°7 est un avenant extrêmement important puisque l'impact financier de cet avenant est, pour l'essentiel, lié à la mise en place au 1<sup>er</sup> septembre dernier de la nouvelle tarification. Je fais appel à votre mémoire, vous vous en souvenez peut-être, le 13 juin dernier, nous avons imaginé qu'il n'y aurait pas forcément d'impact sur la fréquentation des transports en commun lié à la mise en place de la nouvelle tarification.

Nous avons donc imaginé que l'impact financier global annuel de la nouvelle tarification serait de l'ordre de 6,5 millions d'euros qui se répartissaient à peu près comme suit : 4,1 millions d'euros par an liés strictement à la nouvelle grille tarifaire, le fameux ticket à 1 euro et le reste étant lié à la non-augmentation de la TVA, la compensation des tarifs sociaux, etc.

Aujourd'hui, le bilan est extrêmement positif. L'application de cette nouvelle grille tarifaire a créé un engouement nouveau pour les transports en commun. Je le disais tout à l'heure, + 10 % de fréquentation sur le réseau de transport en commun. Aujourd'hui, la facture pour la nouvelle grille tarifaire que nous avons votée au mois de juin s'élève très exactement à 2 millions d'euros par an au lieu des 4,1 millions d'euros imaginés initialement. C'est une bonne nouvelle que je voulais partager avec vous.

**Monsieur le Président**

Merci, Isabelle. Je refais voter pour le plaisir. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adopté à l'unanimité des exprimés. Merci pour l'explication.

**AFFAIRE N°56 : TRANSPORTS ET MOBILITE – ETUDE DES FLUX DE DEPLACEMENTS EXISTANTS ET IMPACTS SUR L'OFFRE DE TRANSPORT EN COMMUN – PROJET DE CONVENTION D'ETUDE DANS LE CADRE D'UNE THESE – UNIVERSITE PAUL VALERY MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications auprès d'Isabelle Gianiel ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

**AFFAIRE N°57 : TRANSPORTS ET MOBILITE – SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HERAULT (SMTCH) – CONVENTION RELATIVE AUX MODALITES D'UTILISATION DU RESEAU URBAIN DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR LE TRANSPORT SCOLAIRE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Madame Gianiel.

**Madame GIANIEL**

Je rappelle que la compétence transport scolaire est une compétence du département. Néanmoins, sur notre territoire, bon nombre de scolaires empruntent le réseau de transport en commun de la Métropole. Et à ce titre, le département compense financièrement l'emprunt de notre réseau de transport en commun par le biais d'une convention qui en fixe les modalités techniques et financières.

Il vous est donc proposé de reconduire cette convention pour l'exercice 2015 sur les bases financières de l'exercice précédent. A savoir une subvention forfaitaire de 8 467 407 euros qui correspond à un peu plus de 8 500 000 déplacements de scolaires sur l'année sur le territoire métropolitain.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Isabelle. Qui veut des explications supplémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

**AFFAIRE N°58 : TRANSPORTS ET MOBILITE – CONVENTION POUR LA GESTION DU SERVICE DES TRANSPORTS PUBLICS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – ADOPTION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS 2015**

**Monsieur le Président**

Isabelle Gianiel.

**Madame GIANIEL**

Je ne vais pas reprendre la totalité des investissements qui sont proposés et que vous avez à la lecture dans le rapport 58. Néanmoins, j'ai envie d'illustrer le fait que chaque Vice-Président a fait des efforts pour un bouclage harmonieux du budget. L'effort qui a été consenti sur le budget transport, c'est d'inscrire non pas 14, mais 12 bus au gaz naturel pour véhicule, alors qu'il en était prévu trois de plus. Cela contribue à une économie d'un million d'euros pour l'année 2015.

**Monsieur le Président**

Avez-vous des explications complémentaires à requérir auprès du rapporteur, Isabelle Gianiel ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

**AFFAIRE N°59 : TRANSPORTS ET MOBILITE – TRAMWAY – MARCHE N°3.583 DES EQUIPEMENTS EN ABRIS VOYAGEURS, MAINTENANCE, ENTRETIEN ET GESTION DE LA PUBLICITE – INTRODUCTION DE PRIX NOUVEAUX – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications supplémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

**AFFAIRE N°60 : TRANSPORTS ET MOBILITE – GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES (GIHP) – CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION CONCERNANT LE TRANSPORT DES PERSONNES A MOBILITE REDUITE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Isabelle Gianiel.

**Madame GIANIEL**

Le réseau de transport en commun de la Métropole est aujourd'hui très largement accessible aux personnes à mobilité réduite. Il est à 100 % accessible sur le réseau tramway, c'est un peu plus difficile sur le réseau bus. Et aujourd'hui, vous le savez, nous avons engagé un programme ambitieux et important de travaux de mise en accessibilité des quais-bus. Nous poursuivons donc l'effort pour le rendre accessible. Néanmoins aujourd'hui, les personnes en situation de très grand handicap qui ne peuvent se déplacer seules ont besoin au quotidien de pouvoir se déplacer, de pouvoir se rendre sur des rendez-vous médicaux et pour simplement avoir une vie normale. Pour assurer ces déplacements, la Métropole a conventionné avec le GIHP.

Il vous est donc proposé, pour l'année 2015, de renouveler ce conventionnement sur les mêmes bases financières que l'année précédente. J'en profite pour préciser que ce sont près de 80 000 voyages qui ont été assurés en 2014 sur le territoire métropolitain. Le taux de refus par cette association qui est particulièrement exemplaire et professionnelle est très faible, mais il est quand même de l'ordre de 5 %. C'est peu, ça tend à limiter au maximum l'isolement des personnes et le désarroi des personnes en situation de grand handicap, mais ce n'est pas forcément satisfaisant. Et je pense que dans le courant de l'année, je reviendrais vers vous pour proposer d'améliorer cette situation par le biais d'investissement notamment.

Ce service ne relève pas d'une obligation réglementaire, il relève d'une absolue nécessité. Je vous propose donc de faire perdurer la convention et de renouveler les conditions à la fois techniques et financières de son application.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame Gianiel ? Souhaitez-vous intervenir ? En sachant que Madame Dardé et Madame Miralles ne prennent pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

**AFFAIRE N°61 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – ANCRAGE D'EQUIPEMENTS INDISPENSABLES A LA VOIRIE, L'ECLAIRAGE PUBLIC OU LES TRANSPORTS SUR LES FACADES D'IMMEUBLES – APPLICATION AU TERRITOIRE DE LA METROPOLE DES DISPOSITIONS DES ARTICLES L171-2 À L171-11 DU CODE DE LA VOIRIE ROUTIERE (DISPOSITIONS DITES VILLE DE PARIS) - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Je donne la parole à Monsieur Rabii Youssous, Vice-Président délégué.

**Monsieur YOUSSEUS**

Monsieur le Président. Au titre des compétences dans le domaine de la voirie, de l'éclairage public et des transports urbains, Montpellier Méditerranée Métropole doit implanter des équipements sur le domaine public. Dans certaines configurations, il est difficile de positionner sur le domaine public en raison des gênes occasionnées aux usagers, piétons, vélo, etc., on en raison de l'encombrement du sous-sol lui-même. Le Code de la voirie routière prévoit, sur les voies publiques et privées de la ville de Paris, que les établissements des supports ou ancrages pour les appareils d'éclairage public ou de signalisations soient à l'extérieur des murs ou des façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments à la condition que l'on puisse y accéder par l'intérieur. La loi de simplification du droit du 20 décembre 2007 a modifié le Code de la voirie routière pour rendre applicable, sur les délibérations de leur assemblée, aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale compétente en matière de voirie ou d'éclairage public ou de transport en commun les dispositions spécifiques de la ville de Paris énoncées plus haut.

De manière à pouvoir réaliser cette opération d'implantation d'équipements et notamment d'ancrage sur l'éclairage public, les équipements et signalisations ou les lignes électriques d'alimentation des lignes de tramway, il paraît utile pour la Métropole de délibérer en faveur de l'application sur son territoire des articles L171-2 et L171-11 du Code de la voirie routière initialement prévus pour la ville de Paris. Cette disposition permettra à la Métropole, à défaut d'accord amiable avec les propriétaires, accords qui seront recherchés en priorité. A noter que cette prérogative ne peut faire obstacle au droit du propriétaire de démolir ou réparer ou surélever ou de bâtir son bien. C'est notamment dans le cadre de cette disposition que pourront intervenir les ancrages nécessaires à la réalisation du bouclage de la Ligne 4 du tramway. Ancrage pour l'éclairage public et pour les supports de la ligne aérienne de contact.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir autoriser l'application des articles L171-2 et L171-11 du Code de la voirie routière sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur Youssous. Nous allons voter la même délibération à la ville de Montpellier concernant la Ligne 4, nous le votons aujourd'hui à la Métropole. Qui demande des explications complémentaires ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l'unanimité.

**AFFAIRE N°62 : HORS COMMISSION – CONVENTION EN VUE DE L'EXERCICE TRANSITOIRE DES COMPETENCES NOUVELLES DE LA METROPOLE AVEC LES COMMUNES – VOLET OPERATIONNEL ET FINANCIER – AVENANT N°1 – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Monsieur Lévida.

**Monsieur LEVITA**

Je vous propose l'écriture d'une convention de gestion transitoire qui précise que les volets opérationnels et financiers sont établis par avenant après notification des attributions de compensations provisoires entre les communes et la Métropole. Cet avenant, je vous le propose pour les communes de Castelnau-le-Lez, Courdonterral, Fabrègues, Jacou, Saint-Jean-de-Védas et Restinclières, les autres communes n'étant pas encore prêtes.

**Monsieur le Président**

Qui veut des explications auprès de Max Lévida ? Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté à l'unanimité moins 2 voix.

**AFFAIRE N°63 : HORS COMMISSION – MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – NOUVELLES COMPETENCES – POURSUITE OU TRANSFERT DES OPERATIONS DECIDES PAR LES COMMUNES DE CASTELNAU LE LEZ, JACOU ET SAINT JEAN DE VEDAS**

**Monsieur le Président**

Il s'agit de dresser la liste des opérations relatives à la compétence transférée voirie espace public décidée par les communes de Castelnau-le-Lez, Jacou et Saint Jean de Védas avant le transfert de la compétence et d'indiquer quelle collectivité en assure la poursuite, le financement, de la Métropole ou de la commune. Avez-vous des observations à formuler ? Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

**Madame JAMET**

Nous voterons systématiquement contre le principe qui nécessite de demander la permission désormais à la Métropole pour entamer ou continuer des travaux. Nous sommes contre l'esclavagisme des communes.

**Monsieur le Président**

Je refais voter, on ne sait jamais. Qui est contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

**AFFAIRE N°64 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – OPH ACM – OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – REPRESENTANTS - DESIGNATION**

**Monsieur le Président**

Il s'agit de remplacer dans le Conseil d'administration Monsieur François Ricci disparu, par Monsieur Gérard Castre proposé par le Président Robert Cotte. Qui est contre ? Qui s'abstient ? 2 abstentions. Adopté à l'unanimité des exprimés.

**AFFAIRE N°65 : HORS COMMISSION – CONTRAT DE CO-ORGANISATION D’UN COLLOQUE AVEC LE JOURNAL LE MONDE LES 25 ET 26 JUIN 2015 – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**  
Monsieur El Kandoussi.

**Monsieur EL KANDOUSSI**

Monsieur le Président, mes chers collègues. Cette affaire concerne la co-organisation d’un colloque. Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de s’associer à la ville de Montpellier et au journal Le Monde pour organiser, l’espace de deux journées, une série de conférences ouvertes au public, animées par des personnalités de référence issues d’horizons divers. Baptisées « Rencontres du Monde à Montpellier », la première édition de cet événement aura lieu le jeudi 25 et vendredi 26 juin 2015 au centre Rabelais. L’accès sera gratuit sur inscription. En contrepartie de la prise en charge par Le Monde de l’organisation des débats, de leur promotion dans ces pages, de l’identification et de l’acheminement des intervenants, Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier s’engagent à verser au Monde la somme forfaitaire de 40 000 euros hors taxes, soit un montant de 20 000 euros hors taxes pour la Métropole au titre de sa participation aux frais techniques.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur El Kandoussi. Nous avons voté hier à la mairie le complément de subvention pour l’organisation de ce colloque qui parlera de l’Etat pendant le festival de Montpellier danse qui pourra relier ainsi le vecteur du Monde à Montpellier, à la Métropole et au festival de Montpellier sur la République. Madame Jamet.

**Madame JAMET**

Hier, la ville de Montpellier a voté la subvention de 20 000 euros au Monde et aujourd’hui, on revote 20 000 euros au Monde par le biais de la Métropole. Est-ce que ça veut dire que Montpellier paye deux fois ?

**Monsieur le Président**

C’est une vraie question ça.

**Madame JAMET**

Vous la mettez avec le ratio ATR.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? 2 contre. Abstention ? Adopté.

**AFFAIRE N°66 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – COMITE REGIONAL DE L’HABITAT ET DE L’HEBERGEMENT (CRHH) – COMMISSION THEMATIQUE « HEBERGEMENT ET ACCES AU LOGEMENT » – DESIGNATION**

**Monsieur le Président**

Je vous propose les candidatures de Madame Dardé en titulaire et de Monsieur Ségura en suppléant. Y a-t-il d’autres candidats ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté.

**AFFAIRE N°67 : HORS COMMISSION – COMMISSIONS – NOUVELLE COMPOSITION ET DENOMINATION - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

A la suite de la réception de nouvelles demandes d’inscriptions d’élus métropolitains et d’élus désignés par les communes, il est proposé au Conseil de bien vouloir entériner la nouvelle composition des 20 commissions, dont vous avez la liste en annexe ?

**Monsieur FOURCADE**

Pourriez-vous rectifier mon nom qui est mal orthographié sur certains tableaux. C’est Jean-Noël et non Noël.

**Monsieur le Président**

Entendu. Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? Adopté à l’unanimité.



**AFFAIRE N°68 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – CONSEILS DE L'ECOLE DOCTORALE 58 ET 60 – UNIVERSITE PAUL VALERY DE MONTPELLIER - DESIGNATION**

**Monsieur le Président**

Je vous propose de désigner comme représentante titulaire de la Métropole, Madame Sonia Kerangueven et en tant que représentante suppléante, Madame Khanthaly Phouthasang aux Conseils de l'école doctorale 58 et 60. Y a-t-il d'autres candidatures ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté à l'unanimité des exprimés.

**AFFAIRE N°69 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER LANGUEDOC ROUSSILLON (EPF LR) – DESIGNATION**

**Monsieur le Président**

Je vous propose la candidature de Madame Jannin, représentante titulaire et en représentante suppléante, Madame Isabelle Touzard. Y a-t-il d'autres candidats ? Je mets aux voix. Contre ? Abstention ? 2 abstentions. Adopté à l'unanimité des exprimés.

Je vous remercie pour votre attention et votre fidélité.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée.